30e ANNÉE — T. XLV

N° 1031 — 5 décembre 1948



LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

MAISON DE LA BONNE PRESSE
5, rue Bayard, Paris-8e
Chèques postaux Paris Compte n° 1668

Le numéro : 20 francs
Abonnements { Un an : 480 francs / Six mois : 250 francs }

ACTES DE S. S. PIE XII

Grave avertissement du Souverain Pontife

sur l'extrême urgence d'une union cordiale entre tous les pays d'Europe

Le jeudi 11 *novembre* 1948, *S. S. Pie XII a reçu dans la salle des Suisses, au palais pontifical de Castel-Gandolfo, les membres des délégations du second Congrès international de l'Union européenne des fédéralistes. Participaient officiellement à cette audience les délégations d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de Belgique, de France, de Hollande, d'Italie, de Luxembourg, de Roumanie et de Suisse, qu'accompagnaient quelques personnalités. A leur tête se trouvaient MM. Brugmans, président, et Silva ; les membres du Comité central et le chef des délégations.*

Sa Sainteté leur adressa en français l'allocution suivante (1) :

Nous sommes très sensible à votre démarche, Messieurs. Elle Nous prouve que vous avez compris et apprécié les efforts que, depuis près de dix ans, Nous multiplions sans relâche en vue de promouvoir un rapprochement, une union sincèrement cordiale entre toutes les nations. Soyez-en remerciés.

C'est précisément ce souci qui Nous inspirait le 2 juin dernier, quand Nous parlions en faveur d'une union européenne. Nous l'avons fait en Nous gardant bien d'impliquer l'Eglise dans des intérêts purement temporels. La même réserve est également de mise sur la question de savoir quel degré de vraisemblance ou de probabilité assigner à la réalisation de cet idéal, de combien on en est loin encore ou de combien l'on s'en est rapproché.

Que l'établissement d'une union européenne offre de sérieuses difficultés, personne n'en disconvient. De prime abord on pourrait faire valoir le besoin, pour la rendre psychologiquement supportable à tous les peuples de l'Europe, d'un certain recul qui éloigne d'eux le souvenir des événements de la dernière guerre. Cependant, il n'y a pas de temps à perdre. Et si l'on tient à ce que cette union atteigne son but, si l'on veut qu'elle serve utilement la cause de la liberté et de la concorde européennes, la cause de la paix économique et politique intercontinentale, il est grand temps qu'elle se fasse. Certains se demandent même s'il n'est pas déjà trop tard.

Pourquoi donc réclamer que le souvenir de la guerre se soit d'abord estompé dans le recul d'une perspective lointaine, alors que, tout au rebours, ses effets, encore douloureusement sentis, sont précisément pour ces peuples d'Europe un encouragement à déposer une bonne fois leurs préoccupations égoïstement nationales, source de tant de jalousies et de tant de haines, une incitation à pourvoir à leur légitime défense contre toute politique de violence ouverte ou larvée ?

Il est un point sur lequel on ne saurait trop insister : l'abus d'une supériorité politique d'après-guerre en vue d'éliminer une concurrence économique. Rien ne réussirait mieux à envenimer irrémédiablement l'œuvre de rapprochement et de mutuelle entente.

Les grandes nations du continent, à la longue histoire toute chargée de souvenirs de gloire et de puissance, peuvent aussi faire échec à la constitution d'une union européenne, exposées qu'elles sont, sans y prendre garde, à se mesurer elles-mêmes à l'échelle de leur propre passé plutôt qu'à celle des réalités du présent et des prévisions d'avenir. C'est justement pourquoi l'on attend d'elles qu'elles sachent faire abstraction de leur grandeur d'autrefois

(1) Nous donnons le texte paru dans l'*Osservatore Romano* du 13. 11. 48.

pour s'aligner sur une unité politique et économique supérieure. Elles le feront d'autant meilleur gré qu'on ne les astreindra pas, par souci exagéré d'uniformité, à un nivellement forcé, alors que le respect des caractères culturels de chacun des peuples provoquerait, par leur harmonieuse variété, une union plus facile et plus stable.

Quelle qu'en soit la valeur, toutes ces considérations et bien d'autres le cèdent en intérêt et en importance à une question, ou plutôt à la question fondamentale qui se pose inéluctablement en matière de reconstruction européenne, et de laquelle Nous n'avons pas le droit de détourner Notre attention.

Personne, croyons-Nous, ne pourra refuser de souscrire à cette affirmation qu'une Europe unie, pour se maintenir en équilibre et pour aplanir les différends sur son propre continent — sans parler ici de son influence sur la sécurité de la paix universelle, — a besoin de reposer sur une base morale inébranlable. Où la trouver cette base ? Laissons l'histoire répondre : il fut un temps où l'Europe formait, dans son unité, un tout compact et, au milieu de toutes les faiblesses, en dépit de toutes les défaillances humaines, c'était pour elle une force ; elle accomplissait, par cette union, de grandes choses. Or, l'âme de cette unité était la religion, qui imprégnait à fond toute la société de foi chrétienne.

Une fois la culture détachée de la religion, l'unité s'est désagrégée. A la longue, poursuivant comme une tache d'huile son progrès lent mais continu, l'irréligion a pénétré de plus en plus la vie publique et c'est à elle, avant tout, que ce continent est redevable de ses déchirements, de son malaise et de son inquiétude.

Si donc l'Europe veut en sortir, ne lui faut-il pas rétablir chez elle le lien entre la religion et la civilisation ?

C'est pourquoi Nous avons eu grand plaisir à lire, en tête de la résolution de la Commission culturelle à la suite du Congrès de La Haye en mai dernier (1), la mention du « commun héritage de civilisation chrétienne ». Pourtant, ce n'est pas encore assez tant qu'on n'ira pas jusqu'à la reconnaissance expresse des droits de Dieu et de sa loi, tout au moins du droit naturel, fond solide sur lequel sont ancrés les droits de l'homme. Isolés de la religion, comment ces droits et toutes les libertés pourront-ils assurer l'unité, l'ordre et la paix ?

Et puis, oubliera-t-on encore de recenser parmi les droits de l'homme ceux de la famille, parents et enfants ? L'Europe unie ne peut se bâtir sur une simple idée abstraite. Elle a pour support nécessaire des hommes vivants. Qui seront-ils ? Bien difficilement, les anciens dirigeants des vieilles puissances européennes : ils ont disparu ou n'ont plus d'influence. Moins encore les éléments d'une masse telle que Nous l'avons définie dans Notre message de Noël 1944 : la vraie démocratie avec son idéal de saine liberté et égalité n'a pas d'adversaire plus redoutable.

Reste donc à nous demander d'où viendra l'appel le plus pressant à l'unité européenne ? Il viendra des hommes aimant sincèrement la paix, des hommes d'ordre et de calme, des hommes qui — tout au moins d'intervention et de volonté — ne sont pas encore « déracinés » et qui trouvent dans la vie de famille, honnête et heureuse, le premier objet de leur pensée et de leur joie. Voilà ceux qui porteront sur leurs épaules l'édifice de l'Europe unie. Tant qu'on fermera l'oreille à leur appel, on ne fera rien de durable, rien qui soit à la mesure des crises présentes.

Mais Nous Nous le demandons, trouvera-t-on aussi la compréhension nécessaire dans ces conjonctures, la compréhension au défaut de laquelle toutes les tentatives sont vouées à l'échec ? Voilà le grand problème ; il exige une solution, si l'on veut parvenir à la réalisation de l'union européenne.

Grâce à Dieu, le mouvement enrôle déjà et entraîne tant d'hommes de bien, tant d'hommes de cœur, que Nous ne Nous lasserons pas d'espérer qu'on finira par trouver le vrai remède aux maux de ce continent. En tout cas, avec la plus vivante sympathie, Nous prions le Père des lumières de vous éclairer, de vous assister dans vos travaux et de bénir vos efforts tendus vers la paix si ardemment convoitée.

(1) Le « Congrès de l'Europe » s'est tenu à La Haye, du 7 au 10 mai 1948. — (*N. D. L. R.*)

Sous le titre « Politique vaticane », Raymond Millet écrivait dans le Monde *du* 28-29. 11. 48 :

Le Pape Pie XII, en accueillant les congressistes (fédéralistes) à Castel-Gandolfo, ne s'est pas borné à leur rappeler que le christianisme seul apporte au monde la véritable formule de l'union, et que l'Europe doit, pour se sauver, rétablir chez elle le lien entre la religion et la civilisation. Dans un discours prononcé en un pur français, et reproduit en français aussi par l'*Osservatore Romano*, le Saint-Père a souhaité que les grandes nations ou continents, loin d'abuser de leur supériorité d'après-guerre, fassent abstraction de leur supériorité d'autrefois et s'alignent, sans nivellement, sur une unité politique et économique supérieure. Il a fait appel enfin à la compréhension mutuelle.

Tout cela remet en mémoire que le Vatican, lui aussi, malgré les interventions qu'on prête à l'Eglise dans les élections ou la politique italienne, et malgré ses inquiétudes sur l'avenir du pays ou le sort des catholiques en Europe orientale, ne tient ni à passer pour l'allié des Etats-Unis ni à combattre durement la Russie ; il préfère s'employer à la réconciliation des deux Grands. Sur sa politique, bien des hypothèses gratuites sont colportées. En ce qui concerne la France, quelques craintes y sont prêtées aux milieux du Vatican en raison de nos divisions et de nos incertitudes. La présence de M. Wladimir d'Ormesson à notre ambassade auprès du Saint-Siège suffirait à déjouer les intrigues par lesquelles, d'aventure, des milieux étrangers essaieraient de desservir « la Fille aînée de l'Eglise ».

LA PRESSE ET L'ACTION CATHOLIQUE

Le XXXVIII[e] Congrès de « la Croix » et de la Maison de la Bonne Presse

Alors que la Croix *venait d'achever sa 65[e] année, se préparait le XXXVIII[e] Congrès de* la Croix *et de la Maison de la Bonne Presse, qui s'est tenu du* 11 *au* 14 *octobre* 1948. *Nous ne pouvons ici reproduire tous les discours de ce Congrès. Cependant certaines interventions, par leur portée générale, sont de nature à intéresser la masse des chrétiens et en particulier des militants de l'Action catholique. C'est à ce titre que nous les reproduisons ici :*

I — La presse, véhicule de l'évangélisation

Au cours de la messe de clôture de ce récent Congrès de la Croix *et de la Maison de la Bonne Presse, en la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, le jeudi* 14 *octobre* 1948, *S. Em. le cardinal Suhard, archevêque de Paris, prononça cet important discours :*

Mes Frères,

Quand un Congrès tient sa séance de clôture devant le Saint Sacrement exposé, on peut dire que ce n'est pas un Congrès ordinaire. Ses participants ne sont pas venus seulement se rencontrer pour confronter leurs expériences ; ils sont venus, en dehors d'eux et plus haut qu'eux, chercher la lumière et la force pour une nouvelle étape. M'adressant à la grande famille de la Bonne Presse, que fondait, il y a soixante-quinze ans, le cœur ardent d'un précurseur, je ne m'attarderai pas à des statistiques ni à des louanges. Vous êtes venus chercher autre chose, dans cette basilique consacrée au Sacré Cœur par la France douloureuse, mais confiante, vous êtes venus entendre, dans le silence, le message que le Christ, du haut de cet autel, adresse inlassablement à ses adorateurs.

Ecrivains et journalistes catholiques sont des ministres de la parole..., des propagateurs de l'Evangile...

A vous, il dit en propre quelque chose d'infiniment grand. Il vous rappelle que vous avez été élevés, par votre vocation d'écrivains ou de publicistes catholiques, à l'éminente dignité de ce que les Actes des apôtres appellent si bien le « ministère de la parole ».

Ministres de la parole ! Vous pensez peut-être que ce titre ne s'applique qu'au Pape, aux évêques et aux prêtres. Il est vrai que c'est à eux seuls qu'a été confié, par le sacrement de l'Ordre, le pouvoir d'enseigner avec autorité dans l'Eglise. C'est à eux qu'ont été confiés le dépôt de la foi et l'intégrité de la Révélation. Mais, ce qu'ils font comme Docteurs, vous pouvez le faire comme disciples. Vous pouvez, en liaison avec eux, et par cette participation à l'apostolat hiérarchique qu'ont rappelée avec tant d'insistance les Papes Pie XI et Pie XII, être, sur la terre, les propagateurs de l'Evangile. Car c'est à tous les chrétiens que le Christ a demandé d'être missionnaires, lorsqu'il leur a dit : « Allez, enseignez toutes les nations. »

Oui, vous serez ministres de la parole. Mais non pas de toutes paroles ; car il en est qu'il vaut mieux ne pas répandre : celles qui corrompent les hommes, celles qui les trompent, celles, encore, qui sont inutiles et qui prennent la place de l'acte ou de la pensée. Combien de discours, combien d'écrits privent les hommes de silence ! Il y a quelques années, un auteur célèbre portait sur notre civilisation ce jugement sans aménité : « Le livre, c'est l'opium de l'Occident. » Comme tout progrès dont on abuse, l'imprimerie a créé chez nos contemporains un besoin morbide de lire ou d'écrire qui annihile finalement leur personnalité. Rappel utile à ceux qui entendent bien ne mettre leur plume ou leur éloquence qu'au service de la vérité. Ils s'interdiront d'écrire quand ils n'ont rien à dire et, s'ils ont à parler, le feront sobrement.

Mais à côté des paroles qu'il faut taire ou mesurer, il y a celles qu'il faut dire, redire et clamer : ce sont celles qui procèdent de la Parole, de l'unique, de la seule valable, de la seule substantielle : cette Parole mystérieuse et ineffable qu'au sein de la Trinité le Père profère éternellement en engendrant son Fils.

... des créateurs et des rédempteurs.

Ministres de la parole, ministres du Verbe, voilà, avec la double signification de ce mot, le fondement théologique de votre vocation. Car, bien loin d'encombrer la terre de mots inutiles, les propos oraux ou écrits que vous répandez sont un reflet, un prolongement du Verbe par qui tout a été créé. En diffusant partout la parole de Dieu, vous continuez sa

création, vous devenez vous-mêmes créateurs. Y aviez-vous assez songé ?

On dit souvent que le silence vaut mieux que le langage. Quand il s'agit de la parole de Dieu, soyez convaincus qu'elle ne contredit pas plus le silence que la création ne porte atteinte à la paix de Dieu.

Mais, en même temps, parce que ces vérités dont le Christ a dit qu'elles ne passeraient pas sont celles du Verbe rédempteur, chaque fois que vous les répandez parmi les hommes, vous devenez, à votre tour, rédempteurs ! Vous devenez sauveurs, parce que vous répétez les mots qui délivrent, car, dit l'Evangile de saint Jean, ils sont « esprit et vie ».

Telle est, Messieurs, la réalité splendide que l'Ecriture Sainte et la tradition de l'Eglise assignent aux messagers de l'Evangile. Elle est si haute qu'elle peut vous paraître inaccessible. Elle entraîne cependant des conséquences très pratiques et très simples.

Le jour est venu où la « presse sera l'unique moyen de donner la vérité aux peuples ».

Celles-ci ne sont pas les mêmes pour tous. A ceux qui ont reçu les dons intellectuels et la vocation d'écrivain revient la redoutable mission de publier. Car, de nos jours, le livre ou les revues sont la forme moderne de la prédication. Cette presse, que certaines générations avaient cru devoir tenir à l'écart comme indigne de la propagation évangélique, il est maintenant évident qu'elle est l'un des principaux véhicules de l'évangélisation. « La presse, écrivait Léon XIII, c'est l'œuvre par excellence. Viendra bientôt le jour où elle sera l'unique moyen de donner la vérité aux peuples. »

On peut dire que ce jour est venu. Sermons et conférences atteignent relativement peu d'auditeurs ; le journal atteint tout le monde. On sait le geste magnifique de Pie X, qui était sur le point, comme archevêque de Venise, de vendre sa croix pectorale pour sauver son journal diocésain. Un peu plus tard, n'est-ce pas le cardinal Mercier qui affirmait : « Je n'hésite pas à dire, moi, archevêque, que je retarderais la construction d'une église pour aider à la fondation d'un journal catholique ? »

Les responsabilités du publiciste chrétien.

Les responsabilités qui en découlent pour le publiciste chrétien sont graves. Il ne doit pas inventer la vérité, mais la recevoir et la transmettre. Il doit s'appliquer en toute rigueur la parole du Christ : « Ce que je dis, je ne le dis pas de moi-même. » Il n'écrit pas en son nom, mais en envoyé. Il doit répéter fidèlement le message qu'il a reçu du Seigneur en personne. Fidèle aux consignes de saint Paul, il ne doit pas l'altérer par la passion ou pour faire, croit-il, preuve d'originalité. Son premier devoir, c'est l'objectivité et la paix. Parlant de la part de Dieu, il parlera sans peur, faisant sien le magnifique cri de saint Paul prisonnier : « La parole de Dieu n'est pas enchaînée ! » Il saura, à l'exemple des apôtres, « parler ouvertement » à la face des princes et des peuples ; il se fera « insistant, persuadant à temps et à contretemps ». Il ne se laissera pas rebuter par la contradiction ou l'indifférence, prenant aussi pour devise celle des disciples après la Pentecôte, que nous avons choisie comme exergue de cet entretien : « *Ministerio verbi instantes*, assidus au ministère de la parole. » Sans doute, comme le prédit la parabole du semeur, « Satan viendra et emportera le grain tombé en terre ». Mais qu'importe ! Le verbe ainsi répandu aura finalement raison de l'imposteur par la seule présence du Christ. Car ce que disait Pascal du Crucifié : « Le Christ est en agonie jusqu'à la fin des temps », se révèle aussi réel et efficace de son appel aux hommes : le Christ parle aux hommes jusqu'à la fin des siècles. « Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles ne passeront pas. »

« Potens in verbis... »

Journalistes, écrivains catholiques, quelles que soient les vicissitudes des temps, ne renoncez pas : prenez conscience que, revêtus du Christ, vous êtes, comme lui, « *potens in verbis*, puissants en paroles », et qu'un jour ces générations que vous ne connaîtrez pas diront de vous, en faisant l'histoire de ce temps : « *Vicerunt propter verbum*. Ils ont vaincu par leur parole ». Ils ont vaincu parce qu'ils ont parlé !

« Un grand nombre de catholiques sont en faute grave... »

Mais il faudra qu'on puisse dire aussi : ils ont vaincu, parce qu'ils ont été lus, parce qu'ils ont été diffusés. Parallèlement à la mission du publiciste chrétien, il y a celle du public catholique. N'hésitons pas à dire, en ce sanctuaire qui a été le témoin de tant d'examens de conscience, mais aussi de tant de résolutions généreuses, qu'une immense lacune est ici à combler. Un grand nombre de catholiques sont en faute, en faute grave, quand on songe à l'enjeu du problème. La plupart des catholiques n'ont aucune conscience de presse ; ils lisent n'importe quoi. On est stupéfait de voir entre les mains de parents et d'enfants chrétiens des hebdomadaires et même des illustrés dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas moraux. Se doute-t-on du mal que font, surtout à des âmes simples, ces répétitions de jugements tendancieux ou cet étalage d'images provocantes ? L'indulgence des familles, et même des militants, sur ce point, neutralise pour une bonne part les efforts cependant si généreux qu'ils entreprennent dans la sphère de l'Action catholique ou de la progression missionnaire.

Un cri d'alerte extrêmement pressant...

Nous prenons occasion de ce Congrès de la Bonne Presse pour lancer un cri d'alerte extrêmement pressant. Nous demandons à tous ceux qui veulent être dignes du nom de chrétiens de s'interdire les journaux ou revues matérialistes et de faire le sacrifice des publications douteuses. Qu'ils soient bien convaincus que cette abstention systématique portera à ces imprimés néfastes un coup mortel et permettra à tous ceux — et ils sont encore nombreux,

grâce à Dieu, en France — qui cherchent à éduquer les masses, de prendre la place de cette littérature tarée.

Est-ce à dire que les catholiques ne liront que les journaux catholiques ? Evidemment non. J'ai trop insisté ailleurs sur la présence des chrétiens au monde et aux institutions pour promouvoir une politique d'étroitesse partisane. L'unité des chrétiens n'est pas une question de registres paroissiaux. L'Eglise est trop sûre de son destin pour se refermer peureusement sur elle-même. Il faut se renseigner, chez l'indifférent et chez l'adversaire : condition élémentaire d'une information loyale. Mais cela ne veut pas dire qu'il appartienne à tous de procéder à cette étude. Et surtout, le refus que nous préconisons ne vise pas les œuvres de bonne volonté ; il concerne les littératures intentionnellement corrompues et irrémédiablement athées. Que les fidèles écoutent donc le précepte de saint Paul : « *Nemo vos seducat inanibus verbis.* Que personne ne vous séduise par de vains propos. »

Je sais qu'une objection vient souvent à l'esprit des chrétiens, même les plus fervents : si nous devons éviter les revues et les journaux qui ne donnent pas satisfaction à la morale chrétienne, que lirons-nous ? N'est-ce pas seulement dans ces journaux d'information, même suspects, que nous trouvons les nouvelles indispensables ?

Respect humain, esprit de moindre effort, complicité tacite avec le matérialisme ambiant...

Vous avez entendu, chers congressistes, ce reproche, souvent affectueux, adressé même à la Bonne Presse. Impossible, dit-on, de s'en tenir à une information si uniformément religieuse. Cela peut convenir au clergé : mais l'ensemble des laïques n'aura ni les dispositions, ni la culture, ni le goût de s'en tenir à ces publications ardues et spécialisées.

Votre réponse, Messieurs, a été double. Vous avez d'abord réfuté cette argumentation spécieuse en montrant qu'elle trouve ses meilleurs alliés dans le respect humain, l'esprit de moindre effort et cette complicité tacite avec le matérialisme ambiant, qui arrête le progrès spirituel de tant de chrétiens. Vous n'avez cessé d'insister, auprès des parents et des maîtres, pour qu'ils fassent l'éducation de leurs enfants et de leurs proches en matière de lecture. Vous avez montré, souvent par des chiffres, que, s'il y a trop de publications et de journaux catholiques, c'est parce qu'ils ne trouvent pas, parmi les chrétiens, les lecteurs qu'ils seraient en droit d'attendre.

On voit le danger de ce cercle vicieux : les fidèles se plaignent de ne pas avoir de journaux ; les journaux ne peuvent vivre, parce qu'ils n'ont pas assez de lecteurs.

Si les Encycliques ont pu percer l'écorce d'hostilité et d'indifférence, c'est grâce à « la Croix » et aux publications de la Bonne Presse.

C'est pour combattre ce danger redoutable que la Bonne Presse a été créée et s'est développée sur notre sol de France. Et c'est cela qui constitue sa seconde et sa meilleure réponse, la réponse par les faits.

Il fallait une grande audace pour s'attaquer au scepticisme de bon ton qui sévissait alors, et pour prendre résolument le parti de faire connaître, dans tous les milieux, les événements et les enseignements du Pape ou des évêques, qui constituent le « fait catholique ». Modestement d'abord, largement ensuite, *la Croix,* qui était d'abord hebdomadaire, répandit partout et chaque jour, sous un titre et une image qui en disaient assez sur son programme, les grandes leçons que la Papauté donnait au monde et que, trop souvent, il n'entendait pas, parce que la voix du Vicaire de Jésus-Christ n'était relayée par personne. Si les Encycliques ont pu percer l'écorce d'hostilité et d'indifférence, c'est parce qu'elles ont été divulguées, monnayées, répandues courageusement par les pages du nouveau journal. Bientôt, toute une floraison de revues, soit savantes, comme *la Documentation Catholique ;* soit populaires, comme *le Pèlerin ;* soit spécialisées, comme toutes celles que je n'ai pas la prétention ici d'énumérer, vinrent étayer le grand quotidien catholique français et en prolonger l'influence.

De tout cela, comment ne pas rendre grâces, ce matin, dans cette basilique du Sacré-Cœur ? Que de fois les fondateurs, les responsables ou les artisans de la Bonne Presse sont venus chercher le courage auprès du Saint Sacrement ! Que de nuits en prière pour mieux connaître la vérité et mieux la répandre ! Il convenait qu'un sanctuaire national ouvrît ses portes à la grande famille de la Bonne Presse, venue se recueillir dans le souvenir de ses précurseurs héroïques et dans la charité fraternelle des vivants.

Après la gratitude qui déborde de vos âmes pour tout le bien accompli depuis soixante ans par ces écrivains courageux, renouvelez à Notre-Seigneur l'expression de votre confiance et la fermeté de vos résolutions. Celles-ci pourraient se résumer dans ces lignes qu'écrivait dans notre grand journal catholique, en 1936, l'un de ses fidèles rédacteurs : « *La Croix* n'a qu'une raison d'être, c'est la défense de la vérité et le service de l'Eglise qui a mission de l'enseigner. Le journal catholique doit être le haut-parleur des enseignements et des directives qui nous viennent de Rome. » (1)

Persévérance dans le courage...

Vous ne vous faites pas illusion. Vous savez que cette résolution exigera de la persévérance dans le courage. Il vous faudra défendre les positions acquises et utiliser au maximum les circonstances présentes. Bien loin de renoncer, sous la pression des difficultés économiques, à aller de l'avant, il vous faudra refaire à nouveau le geste de confiance éperdue de tous les bâtisseurs, de tous ceux qui ont fait avancer l'histoire. Si l'heure présente se révèle vraiment trop dure pour permettre les réalisations techniques d'une presse catholique plus large et plus abondante, il faudra, du moins, préparer celle où ce progrès deviendra possible.

(1) M. GUIRAUD, *la Croix,* 14. 8. 36.

L'histoire a montré le succès de certaines audaces : elle dira un jour le bien-fondé de celle-là.

L'union des chrétiens.

Le secret du succès, ce sera l'union des chrétiens et l'effort loyal de chacun pour comprendre et pour aider cette entreprise de salut. Aux publicistes, nous demandons instamment de tenir, de répandre jusqu'au bout la parole qui sauve, et de tout inventer pour progresser et créer. Aux catholiques, et en particulier à nos militants, nous demandons de ne plus lire ce qui les abaisse ou les intoxique et de lire fidèlement des journaux ou périodiques visiblement bienfaisants. Nous leur demandons de correspondre aux veilles et aux sacrifices de tant de rédacteurs illustres ou anonymes par un accueil compréhensif et généreux. Si ce résultat s'obtient par une collaboration continue, un grand pas sera fait sur la voie du redressement de la France et du service de l'Eglise.

Unanimes dans nos résolutions, faisons monter vers le Père commun des fidèles l'hommage de notre vénération filiale et de notre confiante soumission. Et promettons au Maître de Vérité et de Vie, qui nous voit et qui nous rassemble, de prêcher l'Evangile à toute créature, en portant à tout l'univers les paroles qui sont le reflet du Verbe éternel.

Amen !

II — Comment la presse catholique doit répandre le message du Christ

Dans la même matinée du jeudi 14 *octobre* 1948, *à la séance de clôture, S. Em. le cardinal Suhard reprit la parole pour marquer comment dans l'Eglise la presse catholique doit transmettre le message évangélique. Nous donnons le texte de cette allocution d'après la sténographie prise au cours de la séance de clôture :*

Chers congressistes, au terme de ce XXXVIIIe Congrès de la Bonne Presse, il m'est agréable, continuant l'allocution que je vous ai adressée tout à l'heure dans notre basilique, de rendre hommage à la grande œuvre que constitue chez nous, dans toute notre France, et je dirais dans le monde entier, la presse catholique.

La mission de la presse catholique.

C'est le dernier mot de ce Congrès que je voudrais dire. Ce dernier mot, comme archevêque, me semble devoir se résumer dans cette parole, c'est que notre mission à nous et la vôtre est de répandre le message du Christ. Nous n'avons pas d'autre raison d'être que celle-là. Or, à propos de ce message du Christ que nous devons diffuser, trois préoccupations se présentent à nos esprits. Trois préoccupations qui font l'objet de mes méditations quotidiennes et aussi, j'en suis sûr, des vôtres. D'abord, une préoccupation d'actualité. En effet, il s'agit de donner le message du Christ non pas de façon vague, imprécise, mais pour qu'il pénètre dans ces milieux auxquels nous l'adressons. Or, comment nous représenter cette pénétration du message du Christ si nous ne tenons compte et grand compte de la situation exacte dans laquelle se trouve le monde d'aujourd'hui. Car c'est bien le monde d'aujourd'hui, dans la situation exacte où il est, que nous devons envisager, non pas un monde imaginaire, non pas même un monde idéal, non pas un monde parfait, mais le monde tel qu'il est, que nous voulons rendre parfait, rendre meilleur tout au moins, mais qu'il faut voir tel qu'il est afin de le changer et de le rendre meilleur qu'il n'est.

Ma seconde préoccupation et la vôtre, c'est que nous envisagions ce monde dans sa réalité objective, sans doute, mais aussi dans cette action que nous n'avons point le droit de négliger, nous, catholiques, qui est l'action de l'Eglise. L'Eglise, en effet, a son mot à dire en toute chose, mais plus spécialement dans ce domaine qui est le sien, à savoir la diffusion du message. C'est par l'Eglise et uniquement par elle que ce message peut arriver aux hommes et dans tous les cas, c'est par l'Eglise seule qu'il peut être authentifié et devenir vraiment la parole de Dieu, et, par conséquent, c'est vers l'Eglise envisagée sans doute dans sa hiérarchie, mais plus spécialement dans ce sommet de la hiérarchie qui est véritablement non seulement la clé de voûte de l'Evangile, mais qui représente la parole authentique du Christ, qui se réalise dans l'avis du Souverain Pontife. Au reste, ce n'est pas seulement une abstraction que j'affirme ici, mais c'est une réalité concrète, car l'Eglise, la hiérarchie et plus spécialement la hiérarchie à son degré supérieur, s'appuient sur cette obligation. Elle a parlé, elle parle même abondamment et il ne dépend que de nous de recueillir son message et sa parole et la forme plutôt sous laquelle elle veut que ce message du Christ soit diffusé.

Enfin notre troisième préoccupation, c'est celle d'une adaptation de ce message du Christ aux populations que nous avons, à qui nous devons nous adresser, que nous avons mission d'évangéliser, que nous n'avons pas le droit de négliger, desquelles nous répondons certainement et sur lesquelles se fera notre jugement. J'ai en effet conscience comme archevêque qu'il ne me sera pas demandé au dernier jour d'avoir fait venir, admettons, la communion fréquente, mais ce qui me sera demandé, ce qui nous sera demandé à tous, c'est si nous avons à un moment donné où nous connaissions le besoin des âmes, utilisé les moyens, tous les moyens qui sont mis à notre disposition, afin de faire pénétrer le message du Christ. Si, sur un point ou sur un autre, nous n'avons point été négligents. En toute conscience, je crois que notre jugement s'exercera

sous cette forme. Par conséquent, nous devons y penser quotidiennement.

Evitez donc toute stagnation dans ce domaine ; évitez, catholiques, tout conformisme qui vous empêcherait, peut-être, de réaliser auprès des hommes ce que l'Eglise aujourd'hui attend de nous. Eviter enfin, aussi, toute imprudence, toute déviation et être dans la disposition, si un jour ou l'autre tel ou tel pas en dehors de la ligne avait été accompli, de revenir sous l'influence de l'Eglise dans la ligne droite et dans la véritable ligne de l'Eglise. Voilà les préoccupations, me semble-t-il, que nous devons avoir à l'heure présente, que nous n'avons pas le droit de négliger, parce que, en vérité, elles s'imposent à nous.

Sans doute, diverses activités s'appliquent à réaliser et à répondre à cette préoccupation. Autant dire que toutes nos activités catholiques sont dans ce ton et dans cette ligne. Et ici nous considérons que la presse, la Bonne Presse, doit nous rendre tous ces services. Oh ! sans doute, nous connaissons bien vaguement les événements qui se déroulent sous nos yeux, desquels nous vivons, mais leur interprétation vraie, la vérité sur ces événements que la rumeur publique amène jusqu'à nous, l'avons-nous toujours ? Le discernement sur la nature de ces faits, de ces tendances sociales, de ces activités même politiques, l'avons-nous toujours ? Pouvons-nous l'avoir ? C'est la presse qui nous le donne. Et c'est la Bonne Presse qui nous le donne bien.

La parole vivante de L'Eglise, seule et authentique interprète du Christ.

Seconde considération, ce rattachement à l'Eglise dans toutes nos activités. C'est ici que se présente à nous une obligation grave, très grave. Encore une fois, je l'ai dit, il ne faut jamais dévier de la vraie voie, ne pas suivre totalement nos pensées personnelles qui peuvent être justes, sans doute, mais qui ne sont jamais authentiques, authentifiées que par le recours à l'autorité de l'Eglise et en particulier du Souverain Pontife. Il s'agit donc de connaître le message du Pape, de le bien connaître, de nous en pénétrer et de le faire pénétrer dans les âmes afin que par la présentation qui leur en sera donnée ces âmes entrent vraiment dans la bonne voie et aient la conviction et la certitude concernant cet enseignement. Je dois l'avouer, il n'est pas tellement facile de communiquer, de répandre les enseignements du Souverain Pontife. Sans doute, il y a un moyen, c'est ce que fait, nous nous en félicitons, la Bonne Presse. Mais ce qui importe, ce n'est pas tellement que ces enseignements soient présentés qu'ils circulent dans leur intégrité, mais qu'ils soient bien lus. Qu'ils soient d'abord lus, puis compris et que soit attirée opportunément l'attention des lecteurs sur tel ou tel point qui se dégage de ces messages pontificaux. Voilà ce qu'il nous faut faire, voilà ce dont nous avons besoin. Je dois le reconnaître et je dois en féliciter encore la Bonne Presse, c'est ce qu'elle fait non seulement dans cette troisième page où nous lisons de ces admirables Encycliques du Souverain Pontife et des évêques, mais encore et surtout nous la voyons à certains moments appuyer, insister sur tel point de ces enseignements et montrer les conséquences pratiques que nous devons en tirer, nous la voyons, si vous voulez, monnayer pour les fidèles l'enseignement même qui se dégage de ces Encycliques.

La nécessité de l'Apostolat.

Enfin, la troisième partie que j'ai résumée en deux mots : pas de stagnation, mais une action ferme, énergique, cette pénétration des masses que nous n'avons pas le droit d'oublier, ce souci constant de prendre contact avec elles pour les ramener à l'Eglise dont elles se sont séparées. Nous n'avons pas ici à rechercher les causes pour lesquelles elles s'en sont séparées, nous devons surtout nous mettre en face du fait et de la réalité. Elles se sont séparées de nous et nous n'avons pas le droit de les laisser en dehors de nous parce que c'est pour toutes les âmes que le Christ est venu sur la terre, c'est pour les sauver toutes et le rôle essentiel de l'Eglise est d'étendre son activité jusqu'à ces âmes. D'où cette nécessité d'une activité incessante quelquefois hardie, même audacieuse, et qui doit toujours demeurer exacte, qui doit toujours demeurer prudente, parce que toujours dans la ligne exacte. Sur ce point qui n'est pas sans difficultés, qui présente même des difficultés très graves, nous avons besoin encore d'une directive, nous avons besoin d'être stimulés, et que souvent sous nos yeux soit remise cette obligation que nous avons tellement oubliée.

Permettez-moi, par mode de parenthèse, de vous signaler cet épisode, cette parabole de l'Evangile de la brebis perdue ou égarée, qui est bien déconcertante si nous l'examinons à première vue. Déconcertante comment ? Le Maître se permet de dire au berger que lorsqu'il a groupé son troupeau et qu'il a autour de lui ses brebis fidèles qui lui sont bien attachées, il faut qu'à un moment donné il les abandonne toutes pour courir à la recherche de la brebis égarée. Evidemment, cet abandon des brebis fidèles ne doit pas être pris au pied de la lettre. Mais ne vous semble-t-il pas que le Christ, lorsqu'il formulait cette parabole, avait bien pourtant son idée, et une idée précise ? Je me représente la chose sous la forme suivante, c'est que dans sa science infinie qui s'étendait à l'avenir qui embrassait tous les temps, il voyait peut-être qu'un jour, certain Pasteur des pasteurs serait peut-être tenté lorsqu'il aurait groupé autour de lui un petit troupeau bien docile, agréable à conduire, et qui lui procurerait de grandes consolations, un véritable réconfort, il serait peut-être tenté d'oublier qu'il y a au delà des brebis égarées qui devraient appartenir à ce troupeau, mais que l'on a un peu négligées, sans s'apercevoir de cette négligence. Alors, il se sert de cette formule, il faut bien le dire, à ne pas retenir à la lettre, pour dire : « Laissez les brebis fidèles, allez à la rencontre des brebis égarées ; ce sont elles que vous avez pour mission de ramener autour de vous. Voilà ce qui s'impose à nous, qu'il s'agisse de nos cités, de nos villes, qu'il s'agisse de nos campagnes, nous avons à côté du troupeau fidèle plus ou moins compact, nous avons beaucoup de brebis égarées. C'est à elles qu'il faut penser et c'est du

soin que nous devons prendre d'elles qu'il s'agit. Pour ce travail, je le disais tout à l'heure, il y a des excès à éviter, il y a des initiatives à prendre, et nous avons grand besoin, en même temps que d'un stimulant continuel dans ce travail, nous avons besoin d'une certaine directive, nous devons tous être très obéissants, très dociles à la voix de l'Eglise. C'est moyennant cette docilité, je dirais, que tout nous est permis.

Voilà ce que notre bon journal nous dit constamment. Je dois avouer que souvent il m'est arrivé en lisant d'admirer certaines directives qui étaient données toujours dans ce sens, dans le sens d'une activité conquérante, perpétuelle, et qui évite tous les excès.

Conclusions

C'est pourquoi ceci étant, chers congressistes, nous concluons par les paroles que M. Michelin nous faisait entendre tout à l'heure. Développons notre journal, aimons notre journal, tenons compte des difficultés dans lesquelles se débat notre journal, acceptons-les avec reconnaissance et avec joie, chaque matin nous apportant la vérité catholique. Et puis ne nous contentons pas de le lire attentivement, mais remarquons aussi tout l'effort qu'il comporte, surtout en face des difficultés qui surgissent de toute part et qu'il ne peut éviter lui-même. Enfin, disons-nous à nous-mêmes que dans ce journal qui fait partie intégrale de l'Action catholique, on nous engage non seulement dans le domaine spirituel qui est le nôtre, mais dans le domaine temporel essentiellement lié au domaine spirituel ; qu'il s'agisse de l'Action catholique, qu'il s'agisse de l'action sociale décrite tout à l'heure par M. Tessier, qu'il s'agisse de l'action missionnaire, qu'il s'agisse de l'Action catholique proprement dite, c'est toujours l'action divine, l'action de Dieu, c'est-à-dire de la pénétration du message du Christ dans les âmes obtenue par tous les moyens qui sont en notre pouvoir. A ce titre, aimons notre journal, soutenons-le, à l'occasion, je pense, défendons-le. Il n'a pas besoin d'être défendu tellement, mais enfin cela peut arriver, et puis, surtout, surtout, soyons-lui toujours fidèles.

III — Le journal catholique rend présente une vue chrétienne du monde

S. Exc. Mgr Blanchet, évêque titulaire de Léro, recteur de l'Institut catholique de Paris, mettant en lumière le rôle de la presse catholique, qui rend présents le fait chrétien et l'attitude chrétienne devant les événements, précisa, au cours de la messe qu'il célébrait pour les congressistes, les devoirs du publiciste catholique :

Un journal est une présence, présence multiple qui s'étend au delà des possibles prévisions humaines. A peine sorties des presses, encore humides de l'encre récente, où vont vos feuilles ? où ne vont-elles pas ? Toutes porteuses qu'elles soient de réalités spirituelles, elles sont soumises au destin capricieux des choses, de telle sorte que nul ne peut savoir d'avance sous quels regards elles tomberont. A tous, les familiers et les inattendus, c'est plus qu'elles-mêmes qu'elles apportent.

Elles rendent présents à chacun les faits du vaste monde. Si les événements n'avaient que leur son, ou même leur fracas, la plupart du temps le bruit qu'ils font tomberait vite sur place et resterait inconnu de l'immense majorité des hommes ; si même il leur en parvenait quelque chose, ce ne serait qu'un écho si affaibli et si tardif, qu'il laisserait au fait un air lointain, sans choc ni mordant. Le journal, au contraire, donne presque immédiatement une active résonance à ce que chaque jour voit s'accomplir sur l'étendue de la terre. Par lui, les distances s'abolissent, les faits les plus éloignés s'offrent, pour ainsi dire, à des yeux qui ne sauraient en être témoins. Par le journal, du fond des régions les plus diverses, la foule disparate des événements quotidiens se présente au plus humble des lecteurs.

Avec elle, inévitablement, arrive une interprétation des faits, de leur importance relative, de leur valeur ; le journal rend présente une vue du monde, et c'est-à-dire non pas seulement un spectacle de ce qui s'y passe, mais un jugement sur ce qu'il devient et sur ce qu'il doit être. Même sans qu'une idée soit expressément formulée, le triage des événements, le silence sur certains événements, la mise en relief de quelques autres, le choix de la page, l'énoncé et la grandeur du titre, tout est manière de penser, partie d'une salle de rédaction et qui vient chez lui se proposer silencieusement, en muet dialogue, au lecteur du journal.

Le rôle de la presse catholique est à cet égard celui de toute presse ; mais c'est le fait chrétien, c'est l'attitude chrétienne devant les événements du monde qu'elle fait présents.

Il n'est que trop facile de constater le peu de place qu'obtiennent dans l'ensemble de la presse, quand encore ils en ont une, les faits religieux les plus significatifs, et particulièrement les faits chrétiens. Il y a là un parti pris qui serait ridicule, s'il n'était d'abord et surtout pitoyable. La plus médiocre assemblée de parti, moins que cela, le plus vulgaire des faits divers, ont accès aux pages du journal ; de la plus vaste manifestation religieuse, il ne sera pas fait mention, à moins qu'on ne puisse y accrocher quelque polémique de caractère politique. Les exemples d'une telle partialité abondent, et il suffit pour en avoir à chaque fois une preuve nouvelle, de lire quelques journaux au lendemain d'un événement religieux. Constatons d'ailleurs, d'une manière plus générale, que si l'on jugeait de la hiérarchie des valeurs humaines d'après la place qu'occupent dans les colonnes quotidiennes les différentes sortes de faits ou d'après l'ampleur des « manchettes » sous lesquelles ils

sont désignés, il faudrait se faire une pauvre idée de notre humanité.

Ce n'est pas sans conséquences : car la plupart des lecteurs cèdent sans critique à l'impression que produit le journal tel qu'il est rédigé : le fait chrétien, absent du journal, est absent de la pensée du lecteur, qui se trouve enclin à croire sans autre examen qu'il est pratiquement absent du monde.

La mission de la presse catholique, c'est de lui restituer sa présence : la matière est ici pour ainsi dire infinie, depuis l'enseignement et les directions de la hiérarchie jusqu'aux initiatives privées, depuis les grandes manifestations publiques jusqu'aux modestes efforts qui, sur un coin de terre, renouvellent la vie religieuse, depuis les conquêtes intellectuelles jusqu'aux humbles soins du dévouement pratique ; en tous pays, depuis ceux qui reçurent les premiers messages évangéliques jusqu'à ceux qui s'ouvrent à peine à la première annonce, tout un monde d'idées, tout un monde d'institutions, tout un monde d'activités diverses, tout un monde d'âmes, sollicite l'intervention du journaliste pour révéler son existence aux hommes. L'abondance est telle qu'elle devient un danger et qu'il faudra résister à l'envahissement des comptes rendus de réunions ou de cérémonies sans signification particulière, pour ne retenir que ce qui présente trait marquant ou valeur saillante : sans quoi l'indéfinie répétition du semblable lassera l'attention.

Mais, bien dégagé, mis en juste lumière, le fait chrétien, dans ses multiples expressions, ira ainsi trouver par le moyen du journal une multitude indéfinie d'esprits. On ne peut qu'à peine entrevoir ce qui résulte de cette action constante et largement étendue. C'est une lumière : prêtres et fidèles apprennent quel ample travail poursuit sur tous les plans, dans tous les pays, l'Eglise dont ils sont les membres ; c'est un stimulant : l'initiative prise ailleurs, l'exemple donné d'une méthode, les résultats d'une expérience, deviennent matière à réflexion et semence d'action. C'est un réconfort ; l'apôtre, prêtre ou fidèle, échappe à la tristesse de sa solitude ; il se sent lié à un ensemble, membre vivant de la vivante Eglise militante, et revient à son action le cœur plus chaud du sang généreux qui lui arrive du grand corps dont il fait partie.

Dira-t-on que ce journal n'atteint que les chrétiens ? Quand bien même ce serait vrai, une telle action deviendrait-elle par là même inutile ? Les chrétiens ont bien le droit, je pense, d'être soutenus dans leur vie et dans leur effort, et comment ne pas voir que l'action qui porte sur eux s'en va par eux en toucher d'autres ? Il n'est pas indifférent que les chrétiens soient ou non sérieusement instruits de ce qui concerne le catholicisme, son état, ses luttes, ses épreuves, ses progrès, car eux-mêmes parlent et agissent selon ce qu'ils savent : à leur tour, ils rendent présent le fait chrétien dont ils ont été informés.

Mais vous savez bien que d'autres que les chrétiens, nos frères séparés ou égarés, ne sont pas sans vous lire, que même lorsqu'ils n'en font pas mention, pour des raisons trop claires, ils sont amenés par vous à la reconnaissance pratique d'une réalité qui demeure, d'une présence qui résiste à tous les silences et à tous les mépris.

Cette présence, pourtant, n'aura son juste caractère, le fait chrétien n'aura de véritable accès dans les esprits qu'à une condition, c'est que le journaliste qui a l'honneur d'être catholique mérite respect et confiance par son entière loyauté. Un parti pris de complaisance ruine le crédit, et de même, vous ne l'ignorez pas, qu'un excès de propagande systématique finit par tuer la propagande, il faut dire qu'un excès d'apologétique rendrait inopérante l'apologétique. Il n'est pas question d'étalages indiscrets sous couleur de sincérité, d'âpreté dans l'accusation sous prétexte d'indépendance ; il va de soi que tout n'est pas à dire à tout propos, et qu'un bavardage intempérant n'est pas la preuve nécessaire de la loyauté intellectuelle. Mais il y a une indépendance de caractère, un courage dans l'expression de ce que l'on sait être exact ou juste, qui sont qualités requises du journaliste catholique. Le Pape Léon XIII avait fait sien le grand mot de l'auteur ancien : « Il faut n'oser rien de faux, il faut ne reculer devant l'audace d'aucune vérité » ; et il ajoutait : « Dieu n'a pas besoin de nos mensonges. »

C'est en vous inspirant de ces principes, Messieurs, que, méritant d'être tenus par tous pour des témoins sincères, vous mériterez aussi d'ouvrir la voie, partout où pénétrera votre journal, à la présence du fait chrétien.

Avec le fait chrétien, le journaliste catholique doit rendre présente l'attitude chrétienne devant les événements du monde. Il peut paraître d'abord que rien ne soit plus simple, puisque la doctrine catholique est ferme et que l'esprit évangélique est sans équivoque ni détours ; mais l'expérience vous montre que les difficultés ici sont multiples et sans cesse renouvelées : il semble, en effet, que vous soyez obligés de vous rendre à la fois à des exigences pratiquement contradictoires.

Vous n'avez pas le droit, en effet, de lier le catholicisme aux détails contingents, aux modalités diverses de l'action politique et sociale. Nous savons ce qu'il en peut coûter au christianisme de s'être trouvé, au jugement d'une opinion publique mal informée, inféodé à un régime ou à un parti, et nous n'avons que trop connu de ces écrivains qui, dans leur enthousiasme pour un système et un programme, refusaient d'admettre qu'on pût être catholique sans penser comme eux. Il y a là tout ensemble un obstacle indûment dressé contre la juste liberté des chrétiens, et un illégitime asservissement de la vérité divine à des options humaines.

Mais, d'autre part, il faut se garder de mettre le catholicisme tellement au-dessus des activités temporelles qu'il semble n'avoir plus de rapport avec elles, qu'il s'y superpose sans y entrer, et qu'il apparaisse comme planant dans une région très haute et très pure, mais qui n'intéresse pas nos soucis et nos besoins. Ce n'est pas ainsi que l'Evangile nous a représenté le royaume de Dieu : « Le royaume de Dieu, dit-il, est comme un levain jeté dans la pâte pour la faire lever. » C'est à la grande et lourde pâte humaine qu'il est destiné. C'est pour toutes leurs tâches en ce monde que l'Evangile doit animer et orienter les chré-

tiens ; il n'est étranger à rien de ce qui concerne leur condition d'hommes.

Comme souvent dans notre catholicisme, il faut lier pratiquement des vérités qui semblent contradictoires et qui ne sont que complémentaires, maintenir ensemble des attitudes qui paraissent s'exclure et qui s'équilibrent. Il faut respecter l'indépendance de la vérité révélée et de l'Eglise qui l'enseigne, mais garder le contact avec les réalités humaines et les problèmes qu'elles posent. Il faut ne pas entraver la liberté des initiatives chrétiennes, tant qu'elles s'accordent avec une doctrine qui est aussi rigoureuse en ses données maîtresses que soucieuse, non seulement de ne pas gêner l'activité de ses fils, mais de la promouvoir et de la soutenir.

C'est là une des parties les plus délicates et les plus difficiles de votre mission, vous ne l'ignorez pas, mais aussi l'une des plus nécessaires. Vous avez à la fois à être fermes et ouverts, traditionnels et accueillants, respectueux de l'éternel et attentifs aux remous passagers du temps. Le catholicisme n'est pas une forteresse qu'il suffit de défendre contre les assauts, il est parmi nous « comme quelqu'un qui sert », et ses exigences elles-mêmes sont encore un service. Pour assurer ce service, il vous faudra unir la solidité de la doctrine, la justesse du sens évangélique et l'amitié pour tout ce qui est humain.

C'est en vous d'abord que devra se faire l'équilibre, et, lorsque, entrant chaque jour dans la mêlée des difficultés, vous essaierez de donner une solution chrétienne aux problèmes qu'elles posent, vous vous garderez bien sans doute de lier l'Eglise à votre avis, mais vous susciterez chez ceux qui vous liront l'inquiétude chrétienne des questions humaines et vous les entraînerez à découvrir, puis à prendre leurs responsabilités. Ainsi sera présent au monde, dans l'unité de la foi et la richesse de ses applications, le catholicisme que vous servez.

Je ne dirai qu'un mot en terminant d'une autre sorte de présence qu'assurent vos journaux, celle du catholicisme de France au delà des frontières. Il n'y a pas de catholicisme français : les deux termes s'excluent ; catholicisme, c'est universalité, et c'est dire qu'il ne s'arrête pas aux dimensions d'une nation, quelle qu'elle soit, et qu'il ne s'enferme pas dans les limites de son esprit. Mais nous savons aussi que chaque nation a sa mission particulière, et, pour ainsi parler, sa vocation propre : elle a son génie ; elle est une famille spirituelle à l'intérieur de l'unité chrétienne.

La nôtre, nul ne le conteste, a rendu dans le passé bon témoignage à la vérité, et la charité chrétienne a trouvé dans le cœur généreux de la France qu'elle a d'ailleurs aidé à se former un large et bienfaisant écho. Il ne semble pas que ni l'esprit ni le cœur de la France soient devenus impuissants. Quels qu'aient été nos malheurs, quelles que soient notre faiblesse et notre pauvreté présentes, il y a là une richesse qui reste abondante en promesses comme elle l'est déjà en résultats. Je n'en veux pour preuve que tant de visites, en ce Paris, d'étrangers attentifs à nos mouvements d'apostolat comme à nos mouvements d'idées et qui viennent observer chez nous je ne sais quelle manière vive, claire, ardente, dégagée, de penser et d'agir.

De cette vie française à l'intérieur du catholicisme, vos journaux assurent la présence efficace à travers le monde : ils s'en vont, parfois de la manière la plus inattendue, répandre un message qu'aucune frontière n'arrête définitivement, car, si sévèrement gardées qu'elles soient, les barrières laissent toujours filtrer les idées. Votre mission est grande, Messieurs.

Vous y penserez, aux heures où les difficultés vous seront lourdes, et vous penserez aussi au mot de l'Evangile, plein de promesses : « Celui qui m'aura confessé devant les hommes, dit le Maître, moi, je le confesserai devant mon Père. Je le reconnaîtrai pour mien comme il m'aura reconnu. » Ainsi est assurée au bon serviteur l'entrée au royaume. Mais veillons que, dès cette vie présente, nous ayons une si franche, une si juste, une si intelligente, une si chrétienne manière de reconnaître notre Maître qu'il nous reconnaisse aussi dans ce que nous faisons pour lui, ou mieux, qu'il s'y reconnaisse lui-même. Il faudrait que ce que vous écrivez soit si vrai, si humain, si évangélique, que dans vos articles apparaisse comme en filigrane, au lecteur le plus étranger à votre foi, quelque chose du visage même du Christ ; Dieu veuille vous en faire la grâce et vous accorder de le remercier de sa présence en vous en travaillant à le rendre présent dans le monde.

IV — Une page d'histoire : la Maison et l'œuvre de la Bonne Presse

Octobre 1938-octobre 1948

Le R. P. Merklen, rédacteur en chef de la Croix, *présenta, dès la première assemblée du XXXVIII*e *Congrès de la Bonne Presse, ce rapport général sur l'activité de la Maison et l'œuvre de la Bonne Presse depuis octobre* 1938, *date de son dernier Congrès :*

Au début de ce rapport général sur la Maison et l'œuvre de la Bonne Presse, je suis inévitablement effrayé.

Vous n'en serez pas surpris, lorsque vous vous souviendrez que notre dernier Congrès général a eu lieu à Paris en 1938. Le 11 octobre, hier il y avait dix ans, je prenais la parole dans le même but en la nouvelle église Sainte-Odile, sous la présidence de LL. EEm. le cardinal Verdier et le cardinal Baudrillart, hélas ! disparus.

Mais combien de protecteurs et d'amis de *la Croix* disparus depuis dix ans : des cardinaux, des évêques, des ministres, des secrétaires d'Etat, des dirigeants illustres de la politique, de l'Action

catholique, des ecclésiastiques, des laïques, des rédacteurs et collaborateurs de nos diverses publications, des membres du personnel de la Maison, parfois morts au champ d'honneur ou en captivité, comme cet excellent rédacteur au *Pèlerin*, M. Pierre Bourgès, parti bien malgré lui au titre de travailleur en Allemagne et dont aucune nouvelle ne nous est parvenue depuis 1944.

Rétrospective.

La liste de ces disparus a été dressée : elle compte 256 noms ; elle est donc trop longue pour être lue ici.

Raconter l'histoire de la Maison depuis 1938, avec les événements si douloureux que nous avons traversés, serait également trop long : le transfert à Bordeaux, puis à Limoges de *la Croix*, la résurrection sous de nouveaux titres du *Pèlerin*, de *Bayard*, de *Bernadette*, le succès étonnant de ces publications, ainsi que de *la Croix du Dimanche*, en zone Sud, la pénétration de *la Croix* quotidienne dans tous les milieux sociaux, catholiques ou non, voire hostiles ou indifférents, et en même temps les difficultés inouïes et multiquotidiennes venues des diverses censures, des autorités de l'heure : les pouvoirs occupants n'ont-ils pas conjugué amabilités et menaces, spécialement le jour de Pâques 1941, pour obliger *la Croix* à retourner à Paris sous le joug immédiat du racisme hitlérien et dans le dessein d'arguer de ce retour auprès des catholiques étrangers comme d'une preuve de la loyauté du gouvernement allemand de l'époque à l'égard de l'Eglise ?

Mais le sens du devoir était là qui ne détourna aucun de nos rédacteurs de la ligne chrétienne et patriotique qu'avec une sagesse consommée et une bonté paternelle dont jamais nous ne pourrons perdre le souvenir encourageait Pie XII, notre Pontife bien-aimé : « Avec des criminels qui s'éloignent, même odieusement, du droit naturel, on peut en certains cas collaborer, c'est une question de fait ; jamais avec ceux qui prétendent supprimer tout droit naturel et n'invoquent comme règle de vie qu'un droit positif, changeant et aléatoire, d'autorité exclusivement humaine. »

Le même sens du devoir, qui s'appuyait du reste sur la fidélité, coûte que coûte, à la ligne de conduite donnée par les représentants les plus qualifiés de l'autorité divine, nous imposa, malgré des critiques, malgré la prévision de gros ennuis dans l'avenir, de continuer la publication du journal à Limoges jusqu'en juin 1944.

Cette histoire a été racontée au jour le jour dans les *Ephémérides* si appréciées de M. Pierre Limagne (1). Elle devait se terminer après la Libération par une instruction contre *la Croix*, qui avait paru sous l'occupation, même après l'envahissement par les Allemands de la zone Sud, et contre la Maison de la Bonne Presse, responsable de la publication, instruction qui se termina après quelques semaines par un non-lieu.

Nous sommes d'autant plus fiers de ce non-lieu que, pratiquement, des poursuites contre nous étaient devenues impossibles après les témoignages unanimes portés en faveur de *la Croix* par les membres des divers partis politiques de Limoges, y compris les communistes qui lisaient quotidiennement notre journal et qu'indignaient les accusations portées à Paris par le juge d'instruction, indignation partagée par le Comité départemental de la résistance de la Haute-Vienne, présidé par M. le pasteur Chaudier.

La Croix put donc paraître le 1er février 1945. Cette date tardive fut cependant pour nous un gros ennui. Nombreux parmi nos amis, en l'absence de *la Croix*, s'étaient abonnés à d'autres journaux, notamment au *Figaro* et à *l'aube*. En septembre et octobre 1945, leur abonnement annuel à ces journaux étant terminé, ils revinrent vers nous.

Pour *le Pèlerin, la Croix du Dimanche*, les hebdomadaires pour enfants, la gêne fut plus pénible encore. Car, faute de papier, le ministère de l'Information nous refusa pendant des mois et même plus d'une année l'autorisation de paraître : ce qui mettait nos propagateurs dans l'embarras et ne nous permettait pas de donner satisfaction à notre clientèle.

Regards vers l'avenir.

Mais tout cela est le passé, et un Congrès a pour but d'envisager l'avenir : avenir matériel, avenir moral.

L'avenir matériel, pour nous comme pour tous les journaux, toutes les publications, toutes les maisons d'éditions — et dans une mesure je pourrais ajouter : pour toutes les industries moyennes, — s'annonce de plus en plus difficile.

L'augmentation constante des impôts, des frais généraux, du prix des matières premières, des salaires et des traitements écrase notre budget, vide notre trésorerie et ne permet à notre président, malgré son habileté bien connue, ses réflexions prolongées et son dévouement absolu, de prévoir aucun programme précis pour la marche de la maison cinq ou six mois à l'avance.

Il faudrait renouveler une partie du matériel, préparer l'apparition de nouvelles publications, achever la reconstruction du bâtiment sis cours la Reine ; mais les réserves du temps passé se sont vite épuisées avec l'entretien de la maison et de son personnel en demi-chômage de 1940 à 1945, et avec les augmentations de salaires imposées chaque six mois environ depuis par les Syndicats, en raison de la montée constante du prix de la vie.

Connaissant par nous-mêmes les difficultés d'argent que rencontre notre clientèle — ce que confirme d'ailleurs le courrier qu'elle nous envoie, — nous avons tout fait pour freiner la hausse du prix de nos livres et de nos périodiques.

Nos lecteurs savent que les prix de vente des journaux sont fixés d'une manière obligatoire ; que, si nous prenions un plus petit format ou limitions notre *Croix* à deux pages au lieu de quatre (ce que parfois nous conseillent des propagateurs), le prix serait obligatoirement le même que celui des journaux à quatre et à six pages plus considérables.

D'ailleurs, les frais nécessités par une *Croix* à deux pages sont à peine moindres que ceux que réclame une *Croix* à quatre pages. Sans doute, les frais de papier sont très élevés. Mais les rédacteurs, les compositeurs, les imprimeurs, les rotativistes ne verraient pas diminuer leurs traitements ; les frais de poste, considérables, resteraient les mêmes.

A l'heure présente, grands industriels et dirigeants du communisme ont sur certains points des intérêts et des points de vue communs. En ce sens, d'ailleurs, U. R. S. S. et Etats-Unis d'Amérique ne s'opposent pas : leur but, aux uns et aux autres, est de développer de plus en plus la

(1) Trois volumes, que complète un t. IV, par M. JOSEPH HUGUEN : plus de 2 500 pages in-8°. Prix : 2 200 francs franco.

grande industrie : d'immenses affaires avec de très gros capitaux et en chaque cas plusieurs dizaines de mille d'ouvriers, le tout facile, quand on le voudra, à nationaliser ou même étatiser.

Mais cette solution, capable, dit-on, de rendre rapidement à un pays sa fortune monétaire et ses richesses matérielles aboutit à couper de plus en plus, comme l'annonçait Pie XI, sa population en deux camps : d'une part, quelques dirigeants très gros patrons ou fonctionnaires supérieurs d'un État collectivisé ; d'autre part, la masse grandissante du prolétariat, englobant ouvriers, paysans, fonctionnaires, employés, membres des classes libérales, les quatre cinquièmes des Français. D'où la destruction de la petite bourgeoisie, de la classe moyenne, de ces milieux de culture désintéressée, de fortune modeste, d'équilibre intellectuel qui faisaient la gloire de l'Europe et le charme de notre France.

Encouragements de nos lecteurs.

La situation économique actuelle demande donc à la Maison de la Bonne Presse beaucoup de prudence, plus à cette heure de prudence que d'audace. Sans doute, grâce à des fonds d'origine diverse, on annonce tous les mois l'apparition, çà et là, de nouveaux périodiques, journaux ou revues. Mais on ignore les dettes, parfois fantastiques, de certains quotidiens qui ont pourtant de très forts tirages. Et l'on voit disparaître, avec le quatrième ou le dixième numéro, des revues qu'on imaginait assurées du plus grand succès.

Le tout est affaire de patience et aussi affaire de propagande. Comme le disait M. le président Auriol, il ne suffit pas à la France d'atteindre le niveau de production de 1938, il faut viser plus haut et plus loin.

C'est le cas de la Maison de la Bonne Presse, et je m'adresse à nos chers propagandistes : pour tenir notre place en France et dans le monde, il est nécessaire que le tirage de *la Croix* et de nos diverses publications non seulement se maintienne, mais progresse inlassablement.

Nous avons d'ailleurs partout des propagateurs et des amis, et en relevant seulement les correspondances des tout derniers jours, je pourrais y trouver matière à un florilège très encourageant.

C'est une lectrice « très ancienne » et « très enthousiaste » du Midi : « *La Croix* entre tous les journaux est incomparable. » Un prêtre de Bretagne : « Votre quotidien a fière allure. Les gens font évidemment des comparaisons qui tournent à l'avantage de *la Croix.* »

Un éminent confrère de la presse : « Je tiens à vous féliciter de l'intérêt que présente *la Croix ;* les différentes pages spécialisées nous apportent à tous une masse d'informations qui m'apparaissent comme absolument uniques actuellement dans la presse française. »

Un laïque de l'Est : « Permettez-moi de vous féliciter pour la haute tenue de tous les articles qui paraissent (politique internationale, politique intérieure, articles de fond). *La Croix* est, à l'heure actuelle, un grand journal moderne, et je suppose que son rayonnement doit être bien supérieur à celui d'avant-guerre où, veuillez m'en excuser, je le considérais comme le journal des bonnes vieilles demoiselles et des bons curés de campagne. »

Un autre laïque très érudit de l'extrême Sud-Ouest : « *La Croix* n'est pas un journal comme les autres. La plupart de ceux-ci, sinon tous, ne sont pas des organes d'information d'un degré plus ou moins élevé et d'un caractère plus ou moins intellectuel. *La Croix* se place assurément aux premiers rangs pour l'information ; mais, en outre, c'est le journal qui a une âme. Elle va au delà de l'esprit ; elle s'adresse à l'âme de ses lecteurs. Elle remplit un véritable apostolat au sens le plus riche du mot. Aussi les liens qui existent entre elle et ses lecteurs sont-ils plus intimes, plus profonds, plus solides que les rapports plus ou moins superficiels et éphémères qui se créent entre les autres journaux et leurs clientèles. »

De la France d'outre-mer : « *La Croix* est bienfaisante, encourageante, fortifiante. Ses éditoriaux sont toujours puissants, ils frappent droit et juste, et la grande variété de vos collaborateurs leur donne un intérêt de plus. »

Dernier témoignage — car il faut nous borner, — mais c'est celui d'un nouvel évêque, S. Exc. Mgr Vion, coadjuteur de Poitiers : « Je puis vous dire en toute sincérité que mon affection pour *la Croix* n'a fait que croître pendant mes années de ministère paroissial. Vicaire et curé dans plusieurs paroisses de milieu social très différent, j'ai pu toucher de près l'influence bonne ou mauvaise du journal. Souvent j'ai dû gémir de voir nos familles chrétiennes abonnées à certaines feuilles bourrées des idées les plus fausses sur l'Eglise, la famille, l'école, les questions sociales. Le bon journal me fut, par contre, un auxiliaire précieux dans toutes mes tâches paroissiales. »

Rayonnement de « la Croix ».

L'éloge de *la Croix*, à part quelques opposants relevant ce qu'ils appellent son « moralisme arriéré et intransigeant » ou son « opportunisme politique de lâchetés et d'abdications » — mais nous arrivons ici sur un autre terrain, — est unanime sur le terrain professionnel.

Huit jours avant d'être assassiné, Maurice Sarraut, qui était pour moi personnellement un inconnu, m'écrivait pour me faire un grand éloge de la rédaction et de la mise en pages de *la Croix ;* il y ajoutait, vous le devinez, des propos sur la politique de réconciliation religieuse qu'il envisageait pour l'avenir de notre pays.

Je puis dire qu'à l'heure présente c'est l'écho qui nous revient des divers confrères de la presse, malgré les oppositions très nettes, religieuses et politiques, que vous connaissez. Ce sont, d'ailleurs, les diverses rubriques du journal qui attirent toutes des félicitations, depuis les premiers-Paris si goûtés du P. Le Bartz et de nos divers collaborateurs jusqu'aux articles d'information religieuse de Jean Pélissier — n'a-t-on pas écrit que sans *la Croix* l'Action catholique aurait eu bien du mal de se réaliser en France ? — et aux pages littéraires, philosophiques, economiques, scientifiques, ainsi qu'à nos correspondances de l'étranger.

Encore un mot tout récent : « Partout les articles de M. Limagne sont goûtés, ainsi que la « revue de presse » et les *Voix catholiques* ».

La T. S. F. reproduit régulièrement des extraits des articles de M. Limagne et de M. Roussel. Les divers ministres et le président de la République lui-même réclament pour le représentant de *la Croix*, au cours des voyages ministériels ou présidentiels, des tours de faveur qui indiquent l'estime dans laquelle ils tiennent notre journal.

Pris entre d'autres, voici deux faits divers qui manifestent dans des milieux différents l'importance de *la Croix.*

Un jeune licencié ès ettres veut se consacrer au journalisme. Il va trouver un ancien secrétaire, puis chef de rédaction chevronné de l'un des journaux d'avant-guerre ayant eu le plus fort tirage :

— Dois-je d'abord, Monsieur, questionne son interlocuteur, m'inscrire afin de suivre les cours d'une école de journalisme ?

Discrète grimace du vieux rédacteur très expérimenté.

— Lisez, répondit-il, la plume à la main, numéro par numéro, article par article, le journal *La Croix*. Lisez et prenez des notes ; pas de meilleure préparation pour votre avenir.

— Mais, Monsieur, je ne suis pas catholique : je prendrai un autre quotidien.

— Si je vous indique *la Croix*, c'est que je n'en connais pas d'autre qui, mis de côté les articles sensationnels et troublants que répudie à juste titre ce journal, soit aussi complet, aussi précis, aussi mesuré, aussi instructif, aussi vraiment journalistique.

Deuxième fait : une lettre reçue le 19 septembre dernier d'un ami de Marseille : « Employé dans les services du ravitaillement, j'ai été, à plusieurs reprises, informé par *la Croix* « bien avant » la note de service officielle de certaines mesures prises par le ravitaillement général en matière de distribution. La direction de Marseille elle-même a stoppé par deux fois une distribution de titres sur mes indications que j'avais puisées dans *la Croix*. Par la suite, chef de secteur, je recevais chaque jour *la Croix* au bureau. Ostensiblement, je la laissais traîner et nos gardiens de jour ou de nuit la lisaient et me la réclamaient lorsqu'ils ne la voyaient pas. J'ai eu la curiosité d'en connaître les raisons. Les questions religieuses étaient laissées de côté, mais les pages documentaires... et l'article de Limagne étaient suivis et lus régulièrement. Ces gardiens, policiers ou employés, n'étaient pas des pratiquants et ils avaient une indifférence complète pour l'Eglise. Mais ils trouvaient ses articles justes et sincères... et intéressants. Puissent ces quelques lignes développer parmi les auditeurs de ce Congrès un plus grand amour de *la Croix* et un plus grand zèle pour la diffuser. »

Trop souvent, surtout parmi les jeunes, même des mouvements spécialisés d'Action catholique, *la Croix* est ignorée. Et pourtant, à la lecture de *Libération*, de *l'Aurore*, de *France-Soir*, voire de *Franc-Tireur*, ils perdent tout le profit que leur ont apporté les bulletins de formation de leurs mouvements. C'est un malheur. Le succès de nos publications dépend avant tout de nos amis et propagateurs. Que d'exemples admirables on pourrait citer ! Un curé de l'Aveyron, d'une paroisse de 300 habitants, a près de 60 familles abonnées à *la Croix* quotidienne. Au Canada, malgré la distance qui ne permet au journal d'y parvenir qu'avec un retard de quinze jours, nous comptons des abonnés : à Ottawa, en particulier, à l'ambassade française, dans l'intimité du président de la Cour suprême, on m'a fait de grands éloges de notre quotidien et de tel et tel de nos rédacteurs. Pierre l'Ermite a toujours parmi les nouveaux abonnés et parmi les anciens des lecteurs enthousiastes, des admirateurs dévoués, dont la générosité remplit son escarcelle pour le profit des œuvres de jeunesse, des colonies de vacances, des écoles libres. Comme nos évêques de France et à la suite du Saint-Père, les prélats allemands, le cardinal Frings, l'évêque d'Aix-la-Chapelle, le nouvel archevêque de Fribourg, Mgr Puchowski, de Berlin, le kappelmeister de Munster, de nombreux journalistes de Hambourg, de Cologne, de Munich nous disent ou nous écrivent combien *la Croix* leur manque et leur tient au cœur.

Reproches non fondés.

Comme toute chose humaine, elle est pourtant loin d'être parfaite, et le Congrès est l'occasion pour nos amis de nous signaler à ce sujet leurs regrets et leurs désirs.

Certains désireraient que l'on revienne au temps passé : une mise en pages moins artistique, mais des articles publiés intégralement et d'un seul trait ; d'autres voudraient que les coupures finales, comme cela devient la mode de la presse parisienne, soient toutes renvoyées en feuilleton à la dernière page du journal.

Un ami réclame, à la fin de l'année, une table des matières des divers articles du journal ; un autre ne supporte pas les romans d'amour, « qui font du mal », et voudrait les voir remplacer par des vies de saints ou des feuilletons dans le genre des anciens *Contemporains*.

Mais il y a surtout trois reproches que l'on adresse à *la Croix* (et d'ailleurs en général aux autres publications de la Bonne Presse). Elle est trop pieuse, pas assez populaire, trop indifférente à la politique.

En maintes circonstances nous avons eu déjà l'occasion de répondre à ces reproches. Une nouvelle mise au point peut n'être pas inutile.

Trop pieuse. Ce ne sont jamais les laïques qui nous adressent ce blâme, bien au contraire. Ils voudraient, en maintes circonstances, des explications plus détaillées sur le catholicisme, la vie de l'Eglise, les matières religieuses et ecclésiastiques : avant-hier encore, sur les évêques auxiliaires et les cardinaux suburbicaires.

« Mais, dit-on, vous donnez trop d'informations religieuses, nominations de chanoines, comptes rendus de consécrations épiscopales, de Congrès diocésains, discours du Saint-Père, manifestations romaines. »

Parfois, notre secrétaire de rédaction, envahi par la copie, pense plus ou moins ainsi. Mais des lettres arrivent presque quotidiennement pour protester contre les silences ou les recensions trop brèves en pareille matière.

« Qu'est-ce à dire ? *La Croix* n'a consacré qu'un petit tiers de colonne au décès de Mgr X..., alors que le journal régional non catholique a consacré à cette mort une large place. La brièveté de *la Croix* fait scandale dans le pays. »

On se plaint que la liste des personnalités présentes à une fête soit abrégée, qu'il faille recourir aux *Semaines religieuses* des autres diocèses pour savoir exactement ce qui s'y est passé. De fait, ce ne sont pas habituellement les personnes mises en cause qui se plaignent d'être oubliées ou non citées, mais les étrangers au diocèse, les absents de la cérémonie qui veulent être tenus au courant, et qui, parfois, s'intéressent au journal *La Croix* avant tout pour ces *personalia*.

Quant aux nouvelles romaines, le premier devoir de notre journal est de les publier exactement et rapidement : nous sommes heureux de profiter de ce Congrès pour pouvoir féliciter à ce sujet et remercier nos deux correspondants romains. Ici encore, la vérité m'oblige à dire que, comme les discours pontificaux, les nouvelles romaines sont

plus suivies et goûtées des lecteurs laïques que de l'ensemble des ecclésiastiques. Ceux-ci, soucieux de la mentalité contemporaine d'un certain nombre de leurs fidèles, voudraient des textes plus brefs, plus drus, plus fermes, plus dépouillés, quelque chose de moins ecclésiastique, de moins « pieusard », m'écrit-on, de plus alerte, de plus viril. Mais c'est justement ce ton très moderne, ce genre indépendant que, par ailleurs, on estime funeste à la formation religieuse et au redressement d'un public de mentalité et d'allure trop profanes. « Votre journal, continue le précédent critique, tend à devenir aussi vaseux que » tel journal que nous estimons tous. Si c'est cela que l'on entend par un ton viril, ce ne sera jamais celui de *la Croix*.

La Croix ne serait pas assez populaire. Et alors on propose de supprimer le Crucifix, les portraits trop renouvelés du Pape et des évêques, les comptes rendus de cérémonies religieuses dépassant dix lignes ; de donner, dirai-je, à *la Croix* une apparence plus laïque. J'observerai simplement qu'alors elle ne jouera plus son rôle, qu'elle perdra à juste titre son ancienne clientèle sans en conquérir une nouvelle, que rapidement sa direction, sa rédaction abandonneront même inconsciemment l'esprit de foi et les préoccupations surnaturelles avec lesquels elle a été fondée.

Ou, autre formule de *Croix* plus populaire — et ici nous reviendrions au passé (car elle a été fondée comme organe populaire à côté de *l'Univers,* journal d'idées s'adressant à une classe plus cultivée), — elle ne publiera pas ou presque pas d'articles de fond, à peu près uniquement des informations, et surtout elle évitera les signatures marquantes, les articles, par exemple, d'académiciens. Il est évident qu'une partie de notre clientèle rechigne devant ce genre d'articles, alors qu'une autre partie en est très friande. Mais comme *la Croix* doit éviter de s'inféoder à aucun milieu social comme à aucune école politique ou théologique, qu'elle a pour ambition de représenter simplement la pensée et l'Action catholique dans leur ensemble, son public n'est pas et ne peut pas, intellectuellement, être homogène. A la campagne comme à la ville, par des esprits modestes comme par des intelligences élevées, *la Croix* est lue, écoutée et aimée.

Le projet d'un journal catholique spécialisé pour la classe ouvrière, comme le désirent beaucoup, n'est certes pas une chimère, témoin les succès de *Monde ouvrier.* Mais de là à faire paraître avec fruit un quotidien populaire catholique du genre du *Populaire*, de *l'Humanité*, de *Ce soir,* bien des difficultés se présentent. Si les masses ouvrières sont de nos jours, spécialement en France, imperméables à la pensée chrétienne, comme me l'écrit une très haute personnalité ecclésiastique, c'est qu'une défiance instinctive règne dans ces masses envers l'Eglise catholique. Elles ont l'impression — combien exagérée et fausse, mais, hélas ! réelle — que depuis cent ans celle-ci a marché d'accord avec la bourgeoisie ; pour dissiper sa défiance, l'Eglise ne peut prendre parti contre la bourgeoisie pas plus que contre aucune classe sociale ; il faudra dès lors des années de patience et de travail apostolique pour remédier à cette situation extrêmement douloureuse.

Nous arrivons à la dernière objection que l'on fait à *la Croix :* elle ne fait pas de politique.

Quelques-uns (camp anticlérical et camp religieux) affirment, au contraire — nous viendrons à eux dans un instant, — qu'elle prétend n'en pas faire et qu'elle en fait.

Arrêtons-nous d'abord à ceux qui lui reprochent de ne pas en faire. C'est le cas de certains milieux français, réactionnaires ou progressistes. Au récent *Katholikentag* de Mayence, cette accusation fut reprise par plusieurs journalistes catholiques allemands, oublieux d'ailleurs des conséquences désastreuses — prévues dès 1928 par Mgr Hugo, évêque de Mayence, — du fait que toute la presse catholique allemande était inféodée au *Zentrum.*

Sans revenir sur la distinction capitale entre la politique fondamentale, les principes philosophiques de la politique, qui évidemment sont d'obligation pour tous les chrétiens et, d'ailleurs, tous les honnêtes gens, et la politique électorale, la politique de parti, où l'Eglise laisse à ses fidèles une liberté complète de choix entre les régimes et les partis qui respectent le droit naturel et les droits de l'Eglise, *la Croix* s'est toujours prononcée pour les causes sacrées de la morale naturelle, la constitution normale de la famille, le droit de propriété, la défense de la patrie, l'application des devoirs sociaux ; mais, d'autre part, elle a toujours évité de s'inféoder à n'importe quel parti politique légitime, fût-il des plus méritants et des plus autorisés.

« Comment voulez-vous alors jouer un rôle efficace sur la société contemporaine ? Vous restez dans l'abstrait, sur le terrain des principes, vous évitez de pénétrer dans le concret, de vivre vraiment la vie. »

Cette objection ne nous a jamais tourmentés, pas plus qu'elle n'a eu prise sur les membres de la hiérarchie ou les dirigeants des mouvements d'Action catholique. L'Eglise est en dehors et au-dessus des régimes et des partis. En agissant de la sorte, elle ne se désintéresse d'ailleurs pas de la vie publique et du bien commun de la société.

Elle rappelle sans cesse à tous les régimes et à tous les partis les principes du droit, de la justice, de la charité, laissant au pouvoir civil, constitué dans ce but par Dieu, le devoir de réaliser ces principes dans la pratique.

Elle ne cache pas les sentiments naturels d'affection et de gratitude qu'elle ressent pour les gouvernants imprégnés de sa doctrine, fidèles aux enseignements de ses Pontifes, unis à Dieu et à l'Eglise par une pratique cultuelle sincère et d'inspiration loyalement spirituelle.

Dans les cas extrêmes, en face de périls pour l'Eglise ou pour l'Etat, elle affirme la nécessité pour ses fils de sacrifier dans la pratique leurs opinions personnelles et leurs goûts légitimes pour s'unir entre eux et éviter ainsi une défaite religieuse ou remporter une victoire. En ce sens, *la Croix,* sans avoir pour programme ou pour fin la politique, a pu à la suite de l'Eglise et en esprit d'obéissance intervenir dans la politique en demandant aux catholiques de renoncer occasionnellement à la liberté spéculative de leur choix électoral et d'émettre des votes « utiles » plutôt que de voir leurs voix dispersées perdre toute efficacité pratique.

Défense des droits de Dieu.

La devise de *la Croix,* celle de toutes les publications de la Maison de la Bonne Presse, celle de ses directeurs actuels comme de ses fondateurs, est toujours la même : bien claire, bien simple et uniquement surnaturelle : « *Adveniat regnum tuum !* Que votre règne, ô Jésus, arrive ! »

D'où premier article de notre programme : la

défense des droits de Dieu et la fidélité absolue aux chefs de son Eglise.

J'ai aujourd'hui la joie d'affirmer une nouvelle fois devant cette magnifique assemblée notre obéissance totale au Saint-Père que nous voulons toujours servir avec amour, avec admiration, avec une gratitude qui ne peut avoir de mesure, tant Sa Sainteté a multiplié envers le genre humain et envers notre modeste champ d'action les témoignages de sa bonté paternelle et de sa vigilante compréhension.

Il ne m'appartient pas de rien ajouter aux salutations respectueuses et reconnaissantes que M. René Berteaux a adressées au début de cette séance aux prélats dont la présence nous réjouit et nous honore. Que Leurs Excellences daignent agréer l'hommage de notre vénération empressée et de notre tout religieux dévouement.

Quant au deuxième article de notre programme, il concerne le salut des âmes.

Beaucoup plus qu'on ne le croit d'habitude, que je ne le croyais moi-même au début de mon apostolat dans la presse, *la Croix*, les publications de la Bonne Presse convertissent et sauvent les âmes.

Et cette œuvre discrète de conversion s'accomplit dans tous les milieux : ouvriers, paysans, intellectuels, voire journalistes et hommes politiques. Que de récits émouvants, suggestifs, dans l'intimité — car souvent en pareille matière la discrétion s'impose — pourraient être racontés !

Des protestants, des juifs, des indifférents, des professeurs de philosophie, des ouvriers communistes. Raison majeure de maintenir le Crucifix sur la première page du journal. Au ciel, j'en suis sûr, nous rencontrerons beaucoup d'élus qui devront leur salut à *la Croix*.

Et de même au *Pèlerin*, peut-être plus encore, qui pénètre d'une façon merveilleuse les milieux ouvriers. Et nos journaux d'enfants !

Une règle absolue à la Maison de la Bonne Presse est de ne pas se contenter d'intéresser, de défendre la religion, d'édifier nos lecteurs, mais de les imprégner d'esprit de foi et de vie catholique, de penser à en faire d'abord des chrétiens, s'ils ne partagent pas notre foi, puis et surtout des chrétiens vivants, des catholiques d'action, des apôtres.

A l'occasion, afin de ramener à nous les indifférents et de ne laisser sans réponse rien de ce qui se dit contre la religion, des polémistes. La polémique chrétienne n'est-elle pas un des actes les plus nobles de la charité spirituelle ?

Mais, comme nous le rappelait au Congrès de Rome, en 1936, avec une éloquence inégalée, S. Em. le cardinal Pacelli, cette polémique doit être toujours imprégnée d'équité et de miséricorde, n'oubliant jamais de « distinguer entre l'erreur et ceux qui se trompent », combattant fermement « pour le bien, la vérité, la vertu, le ciel, Dieu », mais ne négligeant pas d'unir aux « vérités qui blessent et font pleurer », à une « justice rigide et sans pitié » un esprit de mansuétude, de charité, d'amour, « le baume qui adoucit les blessures et fait cesser les larmes ».

« Ayons confiance. »

Le 8 décembre 1844, invité à prendre la parole devant les membres de la Société de Saint-Vincent de Paul réunis en assemblée générale, Lacordaire émettait au sujet de la polémique les mêmes pensées : « La polémique chrétienne ne doit dire de paroles amères à personne. Le serviteur de Dieu doit être doux, il doit reprendre les hommes avec modestie. Il n'y a aucun de ceux dont nous attaquons les doctrines qui ne puisse devenir apologiste de la foi. Nous en avons des exemples frappants : saint Paul, le plus grand des apologistes, a d'abord été persécuteur. Nous nous abusons donc grandement sur nos devoirs quand nous attaquons avec aigreur ; Dieu sait choisir ses défenseurs parmi ses ennemis. »

D'ailleurs, Lacordaire le souligne, et ce sera mon dernier mot : « Nous sommes les plus forts quand même nous sommes vaincus. » Les plus forts, puisque, à l'encontre de nos adversaires, nous sommes vivants, et sûrs, après la mort, de vivre, sûrs donc de devenir, un jour ou l'autre, des triomphateurs. « Ayons donc confiance et soyons calmes dans nos paroles et nos écrits. »

V — La presse au service de l'Action catholique

M. Jean Le Cour Grandmaison, président national de la F. N. A. C. et directeur de la France Catholique, *évoqua « La presse au service de l'Action catholique » :*

Vous me permettrez, j'en suis sûr, de commencer par exprimer au R. P. Merklen la gratitude profonde que j'éprouve envers lui pour m'avoir invité à participer à ce Congrès. Ma présence ici en tant que représentant d'un mouvement d'Action catholique me semble, en effet, avoir la valeur d'un témoignage, celui de la solidarité étroite, profonde, intime, qui existe et qui doit exister entre tous ceux qui sur un terrain ou sur un autre, travaillent au service de l'Eglise pour la cause du Christ.

Je suis, moi aussi, journaliste à mes heures, mais ce n'est pas à ce titre que l'on m'a demandé de venir : c'est comme dirigeant d'un mouvement d'Action catholique qu'on m'a demandé de rechercher avec vous comment, précisément, s'articule cette solidarité entre la presse et l'Action catholique.

J'ai l'impression que, pour les esprits superficiels, les liens entre la presse et l'Action catholique sont singulièrement nébuleux, et je ne suis pas très sûr que, pour ceux qui ne sont pas des esprits superficiels, la structure de cette liaison entre l'Action catholique et la presse apparaisse avec une très grande netteté. S'il en était autrement, pourquoi m'aurait-on demandé de l'examiner avec vous ?

En bonne logique, je devrais commencer par établir l'importance de ces deux formes, la presse catholique et l'Action catholique. Ce serait extrêmement facile. Depuis que la presse existe et l'Action catholique aussi, les Souverains Pontifes ont multiplié les témoignages rendus à l'importance de ces deux moyens d'apostolat. La difficulté n'aurait pas été pour moi d'apporter ici un certain nombre de citations ; la difficulté aurait été au contraire, de me limiter dans ce choix parce qu'il est véritablement trop riche et trop étendu. Devant cette difficulté, je dois dire que j'ai renoncé. Aussi bien il m'a paru qu'il serait tout à fait inutile de me livrer à ce petit jeu de citations devant un auditoire, dont la présence ici prouve qu'il croit à la

presse et auquel je ne ferai pas l'injure de penser un instant qu'il est nécessaire de lui démontrer l'importance de l'Action catholique. Pas davantage, n'attendez de moi que j'entre dans ces distinctions subtiles et académiques entre Action catholique générale et Action catholique spécialisée. L'Action catholique est une. Et si la complexité du monde auquel elle s'adresse lui impose de varier ses formules, ses méthodes, ses structures, elle manquerait à sa mission fondamentale si elle perdait de vue le principe de son unité. Le témoignage essentiel que nous avons à rendre, quelle que soit l'étiquette de nos différents mouvements, c'est le témoignage de l'unité. C'est par celui-là que nous convertirons le monde, suivant le mot du Seigneur : « Qu'ils soient un afin que le monde croie. »

Je parlerai donc ici d'Action catholique sans épithète, et les quelques réflexions que je vais vous soumettre s'y appliqueront, moyennant quelques mises au point de détail, que chacun de vous fera spontanément.

Donc, quels que soient sa forme, son nom et son étiquette, l'Action catholique a une mission bien définie, celle de rechristianiser le monde, la société, par l'action d'apôtres laïques collaborant avec la hiérarchie. Immédiatement apparaît pour l'Action catholique une triple tâche : recruter des apôtres, les former, les faire rayonner. Et sur ces trois terrains, la presse peut, et j'ajoute, doit lui apporter un soutien extrêmement important, et, pour parler net, indispensable.

Recrutement des apôtres laïques : depuis Pie X, tous les Souverains Pontifes lancent aux chrétiens des appels à l'Action catholique. Cependant, je ne crois pas me tromper en constatant que ces appels n'ont pas toujours été entendus ou compris. Combien d'excellents catholiques irréprochables dans leur vie privée, même dans leur vie professionnelle, ou sociale, ou civique, s'imaginent que l'appel à l'apostolat dans l'Action catholique est quelque chose de facultatif, de surérogatoire, que l'on peut prendre ou laisser, et ne se doutent pas qu'il est une requête fondamentale contenue dans la vocation de chrétien, telle qu'ils l'ont reçue au Baptême et que l'a développée la Confirmation. Combien ne se doutent pas que tous les Papes, depuis trente ans, ont dit que l'Action catholique était un devoir pour *tout* chrétien ! Je n'oserais pas dire que cette méconnaissance n'est pas particulière aux laïques, si je ne pouvais m'abriter derrière l'autorité d'un des membres les plus écoutés de l'épiscopat français, que je rencontrais il y a quelques jours. Nous nous entretenions, naturellement, de la situation dans le diocèse de l'Action catholique. Nous parlions naturellement de l'Action catholique paroissiale, et ce prélat me disait : « L'Action catholique n'intéresse pas l'immense majorité de mes curés, pour cette raison bien simple qu'ils ne se sont jamais posé les problèmes que l'Action catholique a pour mission de résoudre. »

Je m'excuse de vous parler avec une franchise qui pourra vous paraître brutale, mais j'ai été d'autant plus heureux d'entendre tomber de cette bouche archiépiscopale cette parole, qu'elle confirme l'expérience que nous faisons un peu sur tous les points du territoire. C'est un fait que l'on constate très souvent dans les meilleurs diocèses : les curés considèrent l'Action catholique comme une sorte d'engouement passager, une mode qui aura son temps, dont on s'est parfaitement passé autrefois et dont on se passera sans doute après-demain. Oserai-je aller plus loin et dire, dans ce Congrès de la Bonne Presse, que la presse a peut-être dans cet état de choses une petite responsabilité ? Est-ce qu'il ne vous semble pas que lorsque nos journaux parlent d'Action catholique, ils suggèrent au lecteur non averti l'impression qu'il s'agit là d'un domaine un peu réservé, réservé à la catégorie particulière de chrétiens d'élite, mais d'élite dans laquelle n'entre pas qui veut, et qui réclame une sorte d'initiation particulière ? On admire, mais on ne se sent pas tenu d'imiter. C'est avec toute la déférence nécessaire que je demande très sincèrement à mes confrères journalistes — j'y reviendrai dans un instant — d'examiner si quelquefois, sur ce plan, il n'y aurait pas à dissiper cette ignorance ou ce malentendu. Ne pourrait-on faire entendre cet écho pressant, urgent, cet appel qui se fait plus ardent encore depuis que Pie XII, en face d'un monde menacé des pires catastrophes, a lancé les chrétiens à la reconstruction ? N'y a-t-il pas quelque chose à faire pour persuader chacun d'entre nous que la vocation de l'Action catholique n'est pas facultative, mais que c'est un impérieux devoir et qu'il nous sera demandé compte un jour de ce que nous aurons fait des frères que nous avions pour mission de ramener au Christ ?

Faciliter, contribuer au recrutement des apôtres laïques, c'est une première tâche où la presse peut avoir une grosse influence. Mais si important que soit cet aspect, le travail à faire, nous pouvons dire tout de même qu'il est secondaire par rapport à la formation. Le nombre, en matière d'apostolat, n'a pas très grande importance, la qualité le dépasse de beaucoup. Combien aurait-il fallu de curés moyens pour obtenir les mêmes résultats spirituels qu'a obtenus un seul Curé d'Ars ? Et c'est sainte Thérèse qui, au début d'un de ses livres, se pose la question de savoir comment il se fait qu'un seul homme, saint Dominique, ait réussi à redresser la situation religieuse dans le midi de la France, au moment de la Croisade des Albigeois, alors que des centaines de bons prêtres, de bons religieux, s'y étaient dévoués sans réussir.

Elle en trouve la raison dans la sainteté même de l'apôtre du Languedoc. Ceci confirme ce que nous savons, mais ce que nous ne vivons, hélas ! pas assez : c'est que la qualité spirituelle, la sainteté, à vrai dire, importe infiniment plus que le nombre des apôtres.

Mais on ne naît pas saint, à part saint Jean-Baptiste, on le devient. Il y a une formation, et cette formation, c'est le point essentiel qu'assigne à nos efforts le Souverain Pontife. Il y a quelques semaines, s'adressant à nos frères d'Italie, le Pape sériait les étapes, et, la première, c'est la culture religieuse. Le Saint-Père indiquait : « Vous devez cultiver votre intelligence et votre volonté », l'esprit et le cœur. Sur ce double aspect, il y a une tâche primordiale, extrêmement difficile à mener à bien.

Je ne crois pas, je peux me tromper, que sur le plan spirituel la presse puisse nous apporter un concours extrêmement efficace. J'ai l'impression que ce dont nous manquons le plus à cet égard, c'est de silence, de recueillement, de cette vie intérieure qu'il faut savoir gré au cardinal Suhard d'avoir exaltée dans son admirable lettre pastorale sur le sens de Dieu.

Mais nous sommes trop tenté d'oublier que si la vie chrétienne est avant tout une vie de charité, une vie d'union avec le Christ, il n'y a pas que cet aspect. Il n'y a pas de véritable charité

si elle n'est pas fondée sur la vérité. Il faut, par conséquent, une formation doctrinale, intellectuelle, à la base de toute vie religieuse, faute de quoi, et nous en avons la preuve tous les jours, les élans les plus généreux, les plus belles sincérités risquent de dévier et de se mettre au service de causes qui ne sont pas celles de la vérité.

Sur le plan de cette formation doctrinale, la presse peut nous apporter un concours extrêmement précieux, indispensable, irremplaçable. Je crois alors qu'il faut se mettre en présence de ce fait que le Saint-Père soulignait précisément dans l'allocution que je viens de rappeler. L'ignorance religieuse existe malheureusement, même dans les milieux chrétiens. Je n'en donnerai qu'une seule preuve, elle me paraît frappante bien qu'elle soit inaperçue. C'est l'impuissance où nous nous sommes trouvés, nous, catholiques, au moment où il s'agissait de reconstruire notre pays. Vous savez que le monde entier a les yeux fixés sur la France et que ce qui se fait chez nous a une répercussion immédiate à l'extérieur. Au moment où il s'agissait de reconstruire notre pays, il y a un fait que nous devons constater avec confusion, c'est que nous n'avons pas été capables d'opposer des solutions originales, chrétiennes, aux solutions mensongères et fallacieuses des différents partis matérialistes. Une autre preuve de cette ignorance, c'est que des amateurs de paradoxe ont découvert depuis quelque temps que l'Eglise n'avait pas de doctrine sociale. Si les mots ont un sens, est-ce donc autre chose qu'une doctrine sociale cette magnifique collection d'Encycliques qui, de Léon XIII à Pie XII, traitent de tous les problèmes de la vie des hommes en société, depuis la constitution des Etats jusqu'à la liberté en passant par la famille, par l'école, par la charte du travail, l'organisation professionnelle et les principes qui commandent la paix internationale.

Le seul fait qu'on puisse dire que l'Eglise n'a pas de doctrine sociale prouve que sous une érudition qui peut quelquefois faire illusion, se dissimule une ignorance ou tout au moins une confusion d'idées qui peut être singulièrement dangereuse. J'insiste sur la gravité de cette ignorance. Je suis profondément convaincu, Messieurs, que nous n'avons aucune chance réelle de convertir le monde, de le ramener au Christ, si nous ne sommes pas capables d'apporter un remède aux maux dont il souffre. C'est l'exemple même de Notre-Seigneur qui guérissait les corps pour atteindre les âmes et les convertir.

Sans doute, l'œuvre de conversion du monde est une œuvre qui dépasse nos propres forces et nous ne pouvons l'attendre que d'un secours du ciel. Mais je ne crois pas que nous ayons le droit, honnêtement, d'arguer de notre bonne volonté et d'attendre que le ciel nous aide si, nous réfugiant dans je ne sais quel faux spiritualisme, nous abandonnons aux matérialistes le soin d'édifier une société temporelle, plus humaine et plus fraternelle.

Toutes ces vérités trop oubliées, cette formation intellectuelle, doctrinale, qui est la base de l'apostolat après la vie intérieure, il appartient à la presse, dans une très large mesure, de les diffuser. Vous m'excuserez ici de faire une petite digression sur le moyen de la diffuser. J'entendais tout à l'heure, avec infiniment d'intérêt, le rapport du P. Merklen et celui du P. Guichardan, sur *la Croix* et *le Pèlerin ;* j'applaudissais intérieurement et quelquefois même explicitement, quand je les entendais affirmer qu'un journal n'a pas pour but de faire concurrence aux manuels de morale, de théologie et de faire des sermons comme celui que peut-être vous pensez que je suis en train de faire en ce moment. Je crois que la première qualité, le premier devoir d'état d'un journal catholique, c'est de se faire lire, c'est d'être « accrocheur », selon l'expression familière.

Je crois que la règle du journalisme a été formulée tout récemment, je suis très heureux d'apporter ici mon témoignage. C'est dans *la Croix* du 26 août, si mes souvenirs sont exacts, que je l'ai trouvée, dans la correspondance romaine — nous vous sommes extrêmement reconnaissants de nous la donner, — c'est ce passage d'une allocution de Mgr Montini transmettant à l'Action catholique italienne un message du Saint-Père. « Il importe, disait Mgr Montini, d'illustrer la pensée et l'action du Souverain Pontife par une apologétique nouvelle que des exemples tirés des faits rendent facile et convaincante. » L'actualité nous en apporte tous les jours et il me semble que Mgr Montini propose le plus admirable programme qu'on puisse tracer à un journaliste catholique.

Prenons des exemples, si vous le voulez bien. Un sujet d'actualité : la nécessité pour l'Etat de donner l'exemple en restreignant son train de vie et en faisant des économies. C'est un sujet d'actualité, et, *a priori*, cela ne paraît pas avoir avec l'Action catholique un lien facile à discerner. Regardons de plus près. Pourquoi l'Etat a-t-il un budget écrasant ? Parce qu'il a trop de fonctionnaires. Pourquoi a-t-il trop de fonctionnaires ? Il y a deux raisons principales : la première, celle qui frappe le plus, c'est qu'un certain nombre de chefs de service conservent des employés trop nombreux pour rehausser leur prestige ou pour maintenir les bureaux ou les directions qui n'auraient peut-être pas une raison d'être, ou bien, c'est parce que dans certaines directions, les employés travaillent un peu au ralenti. C'est une question de conscience professionnelle, et nous voilà en plein dans l'Action catholique.

Mais il y a une autre raison plus importante à laquelle on pense moins. Si l'Etat succombe, et nous avec, sous le poids d'un budget réellement hypertrophié, et s'il s'avère impuissant à réaliser ces économies, cette réforme administrative dont on parle toujours, mais qu'on renvoie toujours, c'est que l'Etat a assumé tant de charges et une telle quantité d'activités de tous genres, qu'il succombe sous le fardeau.

Si nous nous reportions à ce passage de l'Encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI, nous y verrions :

Il n'en reste pas moins indiscutable qu'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes [...].

Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès

son effort [...]. Que les gouvernants en soient donc bien persuadés : plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques (1).

Je n'ai pas inventé ce texte. Réfléchissez-y et vous verrez qu'il est impossible de concevoir une réforme administrative efficace si elle ne s'inspire pas, ouvertement ou non, peu importe, des principes posés par la doctrine sociale de l'Eglise. Voici un autre exemple : au Palais de Chaillot, tout près d'ici, se déroulent des débats sur lesquels l'Encyclique *Summi Pontificatus* projette une éclatante lumière. Eh bien ! je ne sais pas si même parmi les catholiques cultivés il y en a beaucoup qui pourraient dire l'auteur et la date approximative de ladite Encyclique. Passons au fait divers maintenant. Il y a quelques semaines, un des périodiques les plus lus en France — ce n'est pas un journal catholique, — publiait un résumé d'un article paru dans la presse américaine, sous la plume d'un ami de Jan Masaryk. Jan Masaryk, ce ministre des Affaires étrangères tchécoslovaques qui, il y a quelques mois, a été retrouvé mort sur le pavé, au pied des murs du palais qui l'abritait. Le journaliste américain, qui l'a bien connu, retraçait sa vie, en particulier son activité politique des dernières années, ses déceptions, et il concluait en disant :

Le dernier mot que Jan Masaryk a pu dire au monde fut de se jeter de 20 mètres de haut pour se briser les os sur le pavé d'une rue. Mais que le monde ne se méprenne pas sur la signification de ce geste. En voici le sens : celui qui collabore avec les communistes choisit l'esclavage, la trahison, le déshonneur ou le suicide.

Cela ne vous rappelle rien ? Ecoutez :

Le communisme est intrinsèquement pervers, et on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne. Si quelques-uns induits en erreur coopéraient à la victoire du communisme dans leur pays, ils tomberaient les premiers, victimes de leur égarement... (2)

Pie XI écrivait cela onze ans avant le suicide de Masaryk.

Est-ce que vous croyez que ces événements d'actualité n'apportent pas cette illustration dont parlait Mgr Montini aux enseignements et à la doctrine de l'Eglise du Christ ? Est-ce que vous croyez qu'il n'y a pas une utilité singulière à méditer ces faits, particulièrement le dernier, à un moment où nous voyons certains de nos compatriotes nous inviter à reprendre la route sur laquelle Benès et Masaryk ont entraîné l'infortunée Tchécoslovaquie ?

Vous voyez, il ne s'agit pas pour la presse d'ennuyer ses lecteurs avec des sermons ou avec des dissertations philosophiques. Il s'agit d'amener chacun de ceux qui la lisent à comprendre la leçon que nous apporte providentiellement chaque événement, petit ou grand, qui passe dans notre vie personnelle comme dans la vie des peuples. Il s'agit non seulement du lecteur catholique, mais aussi du lecteur non catholique qu'il faut attire[r] par la qualité de l'information, par sa fraîcheu[r], par la qualité du commentaire, par la valeur technique et professionnelle du journal. Et vous me permettrez de me joindre aux témoignages qui ont été rendus tout à l'heure à la valeur technique et professionnelle de *la Croix*, qui est un modèle d[u] genre. Vous me permettrez surtout de rendre hommage à ce maître inégalé du journalisme dont j'esquisse les traits — Pierre l'Ermite. Voilà ce qu'il faut. Sur ce plan, la presse peut rendre et doit rendre à l'Action catholique un service irremplaçable. S'il fallait résumer en une brève formule le programme dont je viens de tracer les grandes lignes, je dirais que le rôle de la presse catholique au service de l'Action catholique, c'est d'informer pour former.

De quoi s'agit-il en définitive ? Pour la presse comme pour l'Action catholique, de ramener au Christ un monde qui se meurt de s'en tenir écarté. La presse diffuse les idées, et il est certain que l'angoisse des hommes et des peuples crée des conditions particulièrement favorables à la diffusion des idées, bonnes ou mauvaises d'ailleurs. Mais, en contre-partie, l'abus même que l'on a fait de la propagande sous toutes ses formes depuis quelques années, fait que les idées ne pénètrent et n'entraînent que dans la mesure où elles s'incarnent dans des hommes ou dans un homme. Or, le monde actuel a répudié le seul Homme dans lequel s'incarnent substantiellement la vérité et la charité.

Alors, il se livre forcément à d'autres hommes qui apportent à des doses d'ailleurs inégales le mensonge et la haine, et c'est le drame d'aujourd'hui, peut-être hélas ! celui de demain.

Diffuser les idées, rôle de la presse ; former des hommes en qui s'incarnent ces idées, rôle de l'Action catholique. Vous voyez bien que ces deux rôles se lient indissolublement et qu'on ne peut pas concevoir l'un sans l'autre. Je dis : former des hommes. Il est nécessaire de préciser : non pas seulement des hommes. Nous sommes à une époque de réaction contre l'individualisme d'hier : ce qui est individuel, ce qui est isolé n'a pas de valeur. Cette réaction est juste dans son principe si elle est souvent excessive dans sa mesure. Ce qu'il faut former, ce ne sont pas seulement des hommes, ce sont des groupes, ce sont des communautés. C'est, ici encore, ce fondement de la structure sociale enseignée par l'Eglise qui repose non pas sur cette poussière d'individus isolés, ni sur ce bloc rigide du parti unique. Pie XII le rappelai[t] dans son admirable message de Noël de 1942 : une société conçue comme un organisme vivant, composée de communautés naturelles, les premières e[t] les principales sont : la famille, la communaut[é] de travail, la communauté résidentielle, la cité, et pour couronner tout cela, la communauté internationale.

Notre mission, aux uns et aux autres, ce n'es[t] pas seulement de former des hommes. Apôtres d[e] l'Action catholique, nous n'avons pas pour missio[n] de nous cultiver nous-mêmes ou d'essayer d[e] pêcher à la ligne, suivant l'expression consacrée tel ou tel autour de nous. Nous avons une missio[n] plus haute, plus belle, plus importante, c'est d[e] faire renaître toutes ces communautés don[t] l'exemple faisant rayonner la vérité et la charité montrera à un monde qui souffre atrocement d[e] cette vie, de ses difficultés, ce que c'est qu'un[e] communauté chrétienne. Les circonstances nou[s] ramènent, que nous le voulions ou non, à ce qu'étai[t]

(1) *Cf. Quadragesimo Anno* « La restauration de l'ordre social. » *D. C.* du 6. 6. 31, t. XXV, col. 1427.
(2) Encyclique *Divini Redemptoris* (19 .3. 37), § 58. Cf. *D. C.* du 10-17. 4. 37, t. XXXVII, col. 959.

la situation des premiers chrétiens. C'est l'exemple de vie de cette communauté chrétienne beaucoup plus que l'exemple des martyrs qui a converti le monde païen. « Voyez comme ils s'aiment », disaient les païens, qui, eux, se détestaient. Ressusciter, restaurer cette communauté, c'est la tâche à laquelle nous convie le Vicaire de Jésus crucifié, cette tâche dans laquelle la presse catholique et l'Action catholique sont étroitement unies, parce qu'elles ont absolument besoin l'une de l'autre et que cette union des intelligences dans la vérité et des cœurs dans la charité permet de réaliser cette synthèse humainement irréalisable : l'unité dans la liberté.

VI — L'Action catholique et la presse

M. Joseph Folliet, secrétaire général des Semaines sociales, professeur aux Facultés catholiques de Lyon, animateur des Compagnons de Saint-François, journaliste et conférencier, a exposé les immenses services que la presse rend à l'Action catholique et les devoirs des catholiques envers leurs journaux, spécialement les devoirs de l'Action catholique générale et de l'Action catholique spécialisée :

Je pense que si l'on a voulu, en ce Congrès, donner la parole au secrétaire général des Semaines sociales de France, c'est en souvenir des liens historiques, peu connus d'ailleurs, qui unissent les Semaines sociales et le mouvement de la Bonne Presse.

Peu de gens, en effet, savent que les Semaines sociales sont, par une histoire curieuse et fertile en détours, nées de la propagande de la Bonne Presse. C'est à la propagande de *la Croix* que s'est adonné, en 1892, au moment où il entrait dans la vie avec toute la curiosité et l'ardeur de sa jeunesse, mon prédécesseur et ami Marius Gonin.

Ses premières ardeurs, comme ses premiers articles, il les donna à une *Croix* qui devait connaître le destin de beaucoup de *Croix*, agité, orageux, fécond en péripéties désagréables. Gonin et Berne, fondateurs de *la Croix du Rhône* quotidienne, durent la quitter alors qu'elle devenait hebdomadaire. C'est à ce moment que *la Chronique des Comités du Sud-Est*, qui rapportait les expériences et les essais des propagateurs de *la Croix*, devint *la Chronique sociale*, et, de *la Chronique sociale* devaient, peu à peu, par une différenciation progressive, sortir les Semaines sociales.

Vous voyez donc que, d'une certaine façon, lorsque je viens prendre la parole dans un Congrès de la Bonne Presse, je me sens parfaitement à l'aise, parce que je suis chez moi.

La presse vient au premier rang de l'Action catholique.

C'est un retour aux sources, un retour aux origines. Je vois d'ailleurs dans cette rencontre un symbole. J'ai trouvé dans les premiers numéros de *la Chronique sociale* et dans les papiers de Gonin quelques projets classés sous la rubrique « Action catholique ».

Aujourd'hui, lorsqu'on voit ces projets, on sourit un peu, car nous avons appris, depuis l'Action catholique spécialisée, à distinguer différents plans qui n'étaient point alors distincts : le plan de l'Action catholique proprement dite, et celui de l'action temporelle notamment. Tout de même, il y a dans ces pages quelque chose de significatif : au premier plan, immédiatement sous l'étiquette « Action catholique », tracée de la main de Gonin, je trouve « presse », « Comités de presse ». Dans la pensée de Gonin, dans celle de tous nos précurseurs, la presse venait au premier rang de l'Action catholique. Elle était le premier souci de tous ceux que préoccupait cette action. Il y a là un symbole historique qu'il est bon de méditer.

Si nous nous rappelons la définition de l'Action catholique lancée par Pie XI : participation des laïques à l'apostolat hiérarchique, ou celle qu'a donnée Pie XII avec une légère nuance et une précision : collaboration des laïques à l'apostolat hiérarchique, la presse ne paraît-elle pas alors (je parle de la presse chrétienne, bien entendu, et non de la presse politique, fût-elle d'inspiration chrétienne ; de ce journal par exemple, qui, courageusement, arbore comme un emblème et comme un programme *la Croix*), répondre éminemment à cette définition ? Elle collabore à l'apostolat hiérarchique. Et de quelle façon ! Non pas simplement, comme on le rappelait tout à l'heure avec justesse, en diffusant les consignes qui nous viennent de Rome ou des hiérarchies locales, mais de manière infiniment plus quotidienne et plus continue, en faisant pénétrer, à chaque instant, à la fois dans le public chrétien, dans le public demi-chrétien, l'esprit même des consignes de la Papauté et de la hiérarchie. J'irai plus loin, jusqu'à dire que, de tous les secteurs de l'Action catholique, et, je les ai expérimentés un peu tous, le plus dur, c'est celui de la presse.

Le plus dur secteur, c'est celui de la presse...

Vous vous rappelez que, pendant la guerre de 1914, il y avait des secteurs bien différents, ceux où se produisaient sans cesse les « marmitages » et les attaques, les secteurs exposés, et puis les secteurs tranquilles, et comme le disait l'argot d'alors, relativement « pépères » ; ceux où l'on risquait la mort à chaque minute, d'autres où on la risquait de temps en temps ; des fronts comme ceux de Verdun, où on connaissait la lutte dans son paroxysme le plus effroyable, avec ce qu'elle comportait de peur et de misère, et d'autres où l'on trouvait, de temps en temps, le moyen de cueillir une fleur, de boire « un bon coup de pinard », voire de pêcher à la ligne ou de chasser au sanglier. Il y a aussi, je crois, dans cette réalité multiforme qu'est l'Action catholique, des secteurs exposés et des secteurs « pépères ». La presse me paraît un secteur dur, et j'en parle en connaissance de cause, en homme qui a assisté à quelques disparitions rapides et sensationnelles de journaux et à quelques faillites qui, pour être moins rapides et sen-

sationnelles, n'en ont pas été moins définitives. Notre ancêtre à tous, Louis Veuillot, déclarait déjà que, le journaliste, c'est la bête de somme du parti.

Portrait du journaliste catholique : toutes les qualités de l'âne...

Le journaliste catholique — je reprends à mon compte l'expression de Louis Veuillot, — c'est un peu la bête de somme du catholicisme. On lui demande toutes les qualités de l'âne, plus une que l'âne ne possède pas habituellement, à savoir, l'intelligence. On lui demande la patience, la sobriété, car il faut être sobre pour rester journaliste catholique ; la douceur, l'obstination ; on lui demande d'accepter sans broncher tous les fardeaux et même cette paille ultime qui fait broncher le chameau surchargé. On lui demande d'être aussi informé qu'un théologien et de ne jamais commettre d'erreur de doctrine. On lui demande en même temps d'être au courant de la dernière actualité, de parler un langage que l'homme de la rue comprenne ; de transposer les vérités théologiques dans le style de l'homme de la rue, sans faire d'erreur. A ce prix, combien de prédicateurs seraient dignes d'être journalistes ?

On lui demande d'accepter une situation relativement inférieure, diminuée, qui ne lui procurera jamais la richesse et vraisemblablement pas les honneurs. On lui demande, sur la fin de ses jours, d'accepter l'incertitude presque absolue. Heureusement, la sécurité sociale est venue assurer ces fins de vie.

On lui demande donc beaucoup, et ce qu'on demande au journaliste, on le demande aussi aux journaux : on leur demande d'être intéressants, actuels, pleins de doctrine, de substance et en même temps de se nourrir autant que possible de mystique, et non pas d'eau fraîche, mais d'encre d'imprimerie. Malheureusement, l'encre d'imprimerie elle-même coûte cher et le papier d'imprimerie plus cher encore. Il est très difficile d'obtenir toutes les vertus exigées du journal catholique, si ce journal n'a pas les moyens de pratiquer la vertu. Léon XIII disait déjà : « Un minimum de bien-être est nécessaire à la vertu. » Un minimum de biens est aussi nécessaire à l'équilibre moral et financier du journal catholique.

La presse catholique diffuse un esprit, crée une ambiance d'Action catholique.

Je pense que M. Le Cour Grandmaison, que je n'ai pas eu le plaisir d'écouter hier, estime comme moi que la presse rend d'immenses services à l'Action catholique. Et non pas simplement en publiant les comptes rendus envoyés par les organisateurs de l'Action catholique (il y a quelquefois, à ce propos, de petits conflits entre eux et les journalistes, le style de ceux qui ont rédigé les comptes rendus n'étant pas toujours un style journalistique, et les perspectives n'étant pas toujours communes), mais en faisant connaître les mouvements d'Action catholique, en les protégeant et en les défendant contre les fausses interprétations ou les critiques injustes. A mon sens, ce n'est pourtant pas le plus grand service que la presse catholique rend à l'Action catholique, pas plus que le plus grand service qu'elle rend à la hiérarchie n'est de publier ses communiqués. Le plus grand service, c'est de diffuser un esprit généralisé, de créer une ambiance d'Action catholique. Je pense notamment, ici — puisque je suis dans la maison de César, il faut bien que je rende à César ce qui lui appartient, — au travail de longue haleine que représente cette page de *la Croix* qui a pour titre « l'Action catholique » et qui, proposant des expériences, montrant des réalisations de manière qui pouvait parfois sembler timide aux gens qui étaient, comme on dit, « dans le coup », mais avec beaucoup de prudence, beaucoup de bon sens et beaucoup d'intelligence, a suscité un peu partout un grand courant d'intérêt pour l'Action catholique.

Il semblerait donc, en vertu du principe : donnant, donnant, et du célèbre axiome qui veut que la rhubarbe et le séné s'échangent, que la presse catholique devrait recevoir l'aide de l'Action catholique, qu'elle serait en droit d'attendre des divers mouvements d'Action catholique un secours efficace.

Soyons francs ; je pense que si on m'a fait venir ici, c'est en vertu de ma réputation de Fr. Genièvre qui dit quelquefois certaines vérités qu'il ne faut pas dire au moment exact où il ne faut pas les dire ; soyons francs, cette aide de l'Action catholique, la presse catholique la reçoit-elle toujours ? Je ne crois pas que l'on puisse répondre affirmativement sur tous les points. Je ne crois pas que la presse catholique reçoive toujours de l'Action catholique et des divers mouvements qui l'incarneront toute l'aide qu'elle serait en droit d'attendre. Pourquoi ?

Les militants d'Action catholique ne comprennent pas toujours l'importance de la presse...

Pour des raisons bien diverses, dont la principale, à mon sens, est la limitation du cœur humain. Quand j'étais enfant, j'entendais chanter une chanson où l'on affirmait au refrain que « le cœur de Ninon est petit, tout petit ». Ce qui est vrai du cœur de Ninon est vrai du cœur de tous les hommes. Quelle que soit la grandeur de leur enthousiasme, ils ont tout de même le cœur petit et l'intelligence bornée. Ils ne peuvent pas tout voir, tout embrasser, et ils sont souvent prisonniers des nécessités immédiates. Il y a d'excellents militants d'Action catholique qui ne comprennent pas l'importance de la presse, et notamment de la presse générale, celle qui atteint non pas une catégorie particulière, mais ce qu'on est convenu d'appeler le grand public. J'admets qu'il faille des organes spécialisés destinés à atteindre une fraction donnée du public, mais il faut aussi de grands organes de presse qui se proposent d'atteindre tout le monde. Ni *Samedi-Soir*, ni *France-Dimanche* ne font des éditions spécialisées à l'usage de telle ou telle clientèle. L'expérience prouve qu'ils les atteignent toutes, hélas ! et dans tous les milieux sociaux. Il faut donc des journaux pour le grand public et ceux qui se préoc-

cupent d'atteindre un public donné et déterminé ne doivent pas s'en désintéresser.

Il arrive également que les militants d'Action catholique soient tellement absorbés par leur mouvement, et c'est fort compréhensible, qu'ils n'ont plus le temps de s'occuper de ce qui se passe à côté. C'est compréhensible, dis-je, et, cependant, un peu regrettable. Tout se tient, en effet, tout s'épaule, tout se conditionne et leur succès même est en fonction de celui qu'obtiendra la presse catholique générale.

Un cauchemar..., une effroyable lacune...

Enfin, une dernière raison, c'est que quelquefois, dans l'état actuel des choses, il y a certaines liaisons de groupes qui ne se font pas ou se font mal. On voisine sans se connaître ; on fait le même travail sans s'en rendre compte. C'est encore une fois humain, parfaitement explicable et compréhensible, mais c'est dommage ! Dieu sait cependant à quel point les mouvements d'Action catholique ont besoin du concours et de l'appui de la presse catholique générale. Faisons un rêve, ou, si vous voulez, un cauchemar. Imaginons que la crise économique fasse disparaître d'un seul coup *la Croix, Témoignage Chrétien* et *la Vie Catholique*. Ce cauchemar n'est pas absurde. Dieu merci, il n'est pas encore, à l'heure actuelle, proche de la réalité, mais si les magnifiques progrès économiques et politiques dont nous sommes les témoins continuent, il se peut qu'un jour ou l'autre nous arrivions à une réalisation totale. Imaginez cette disparition, imaginez l'effroyable lacune qu'elle créerait en France, non seulement dans les milieux catholiques, mais parmi les incroyants de bonne volonté qui lisent la presse catholique, d'abord pour savoir ce que les catholiques pensent et ensuite parce qu'ils ont une certaine confiance, mon Dieu justifiée ! dans la véracité et dans la sincérité des catholiques. Je connais de très solides anticléricaux qui lisent régulièrement *la Croix*, non pour y prendre des leçons de christianisme, mais parce qu'ils estiment que c'est un journal honnête et bien fait. Je connais dans les milieux populaires des quantités de gens qui ne sont pas précisément des cléricaux et qui lisent *la Vie Catholique*, parce qu'elle leur apparaît aimable, sympathique et sans parti pris. Imaginez donc le vide créé par cette brusque disparition et dites-moi ce que deviendront les mouvements d'Action catholique, quels qu'ils soient, sans le concours de la presse, pour faire connaître leurs réalisations et pour leur préparer le terrain.

La presse catholique prépare le terrain.

Je me servais tout à l'heure de comparaisons stratégiques ; j'en prendrai encore une autre : quand on fait une attaque, c'est l'infanterie qui avance, mais auparavant le terrain a été « préparé », selon l'aimable expression des états-majors. Cela veut dire que l'on a jeté sur le terrain un certain nombre d'obus et de bombes. L'infanterie arrive derrière les chars quand le terrain a été convenablement préparé, comme nous l'avons vu faire par les bombes allemandes ou américaines. Eh bien ! je dirais qu'à l'heure actuelle la presse catholique, dans un bon nombre de cas, prépare le terrain, au dehors, dans la mesure où elle touche les incroyants ou les demi-croyants, et au dedans, dans la mesure où elle convertit les laïques et, je sais ce que je dis, le clergé à l'Action catholique.

Devoirs de l'Action catholique générale : une de ses principales tâches doit être de diffuser la presse chrétienne.

Il faut donc que les catholiques soutiennent leur presse. J'ajouterai qu'il faudrait que les militants d'Action catholique fussent les meilleurs et les plus efficaces soutiens de la presse catholique. Je demande ici, d'ailleurs, à faire une distinction entre l'Action catholique générale et l'Action catholique spécialisée. Je ne crois pas que la presse catholique ait à attendre les mêmes services de ces deux formes d'action. Je vous demanderai également la permission d'entrer dans des détails extrêmement précis et concrets. Lorsqu'on parle, il vaut mieux ne pas parler pour ne rien dire et, demeurer dans le général, c'est exactement parler pour ne rien dire. Vous n'attendez pas de moi un exposé théologique ou philosophique, mais des paroles qui correspondent à l'esprit de ce Congrès et qui aboutissent à une action réellement pratique. Par conséquent, je laisserai parler non le sociologue qui n'a pas sa place ici, mais le vieux militant qui connaît tous les « trucs » et toutes les ficelles, qui a vendu lui-même des journaux à la vente criée et qui sait comment on fait la propagande d'un journal.

Il me semble que l'Action catholique générale, telle qu'elle s'articule ou qu'elle devrait s'articuler autour de la paroisse, à l'heure actuelle, a un rôle immense à jouer. D'abord les militants pris un par un. Qu'est-ce que je leur demanderai ? Je leur demanderai de lire la presse catholique, et ostensiblement, en disant pourquoi. Ce que je dis a l'air d'aller tout seul. Réfléchissez et regardez autour de vous. Parmi les militants d'Action catholique générale, parmi nos bons catholiques, combien lisent des journaux neutres ou mêmes des journaux hostiles ? Je n'ai qu'à regarder mon Dauphiné où une édition légèrement édulcorée d'un journal communiste est lue par quantité d'excellents catholiques qui, ou bien ne se sont même pas encore aperçus que leur journal est communiste, ou bien s'en étant aperçus n'osent pas refuser le journal qu'ils ont d'abord accepté, parce qu'ils ont peur de se mettre mal avec certains éléments communistes du pays, et puis parce que cela fait riche et large d'esprit de lire un journal qui n'est pas clérical.

Lire la presse catholique, et la lire ostensiblement, la déployer dans les moyens de transport en commun !... Les moyens de transport en commun, le train, le métro, sont excellents pour la propagande. Et si l'on vous demande pourquoi vous lisez ce journal, le dire tout simplement, sans emphase, sans forfanterie, même sans controverse, dire : je suis catholique, c'est un journal catholique, je lis un journal catholique. Il y a là un syllogisme extrêmement simple, à la portée de l'intelligence de M. de La Palice. Tout le monde peut le faire.

Puis je demanderai aux groupes d'Action catholique générale d'organiser ce que, dans le langage technique, on appelle la *whispered propaganda*, c'est-à-dire la propagande parlée, murmurée. Elle est efficace. Tout à l'heure, Pierre l'Ermite vous rappelait magnifiquement l'efficacité de la presse. Je me permettrai sur ce point de ne pas être tout à fait de son avis, car il y a actuellement dans le public une assez grande désaffection à l'égard de la presse. Lorsque les paysans de chez moi demandent le journal à leur femme par exemple, ils ne disent pas : « passe-moi le journal », mais : « passe-moi le menteur ». Cela en dit long. En outre, même la presse radiophonique qui a exercé pendant longtemps une grande influence perd de sa force. Le public finit par s'accoutumer à la propagande et au « bourrage de crâne » qui en est la conséquence inévitable. Mais il y a une propagande qui peut réussir toujours, c'est celle qui se fait d'homme à homme, par conversation, et même par murmures et par chuchotements : *whispered propaganda*. Pour l'avoir organisée entre 1940 et 1944 et pour avoir vu les histoires que j'avais lancées me revenir après un jour ou deux, d'ailleurs considérablement embellies et déformées, je sais quelle est la puissance de cette *whispered propaganda*. Il faut la faire pour la presse catholique, c'est-à-dire qu'il faut un peu partout conseiller aux gens de lire la presse catholique en leur disant pourquoi, en leur donnant des raisons. Le Français aime qu'on lui explique les choses. Ces raisons ne sont pas uniquement religieuses. Si l'on me demandait par exemple : pourquoi lisez-vous *la Croix* ?

Pourquoi lisez-vous « la Croix » ?

Je commencerais par répondre : « Je lis *la Croix* parce que je suis catholique et que je veux être informé de ce qui se fait dans le catholicisme français et mondial » ; mais je m'empresserais d'ajouter : « Je lis aussi *la Croix* parce qu'à l'heure présente c'est l'un des trois ou quatre quotidiens intelligents qu'un Français de 1948 peut lire sans rougir et sans éprouver la honte d'être Français. »

Nous ne savons pas assez mettre en valeur ce que nous faisons. Sans doute il ne s'agit pas de tomber dans les puérilités de la propagande et de nous extasier sur tous nos gestes ; il s'agit simplement de rendre justice à ce qui le mérite. Or, il y a à l'heure présente dans la presse catholique un certain nombre de journaux quotidiens ou hebdomadaires qui méritent qu'on leur rende justice. Il faut le faire, il faut le dire, et il faut le faire dire. Il faut faire de la propagande dans les différents milieux que nous touchons, dans les milieux mêmes de l'Action catholique, dans les milieux plus mêlés de la famille, bien entendu au sens le plus étendu de ce mot, c'est-à-dire la famille élargie : les oncles, les tantes, les cousins, les grand'mères, les belles-mères. Pourquoi ne convertirait-on pas sa belle-mère à la lecture d'un journal catholique ? Tout le monde y gagnerait.

Dans le milieu du quartier, dans le milieu professionnel, là encore, le fait de montrer un journal catholique sans ostentation d'ailleurs, comme si la chose allait de soi — et elle va de soi, — le fait d'expliquer pourquoi on le lit peut être extrêmement efficace. Il faut accomplir cette propagande au point de vue pratique de la manière qui puisse rapporter le plus aux journaux que l'on veut diffuser. Ne dites pas simplement : lisez la presse catholique ; c'est trop vague ; ne dites même pas : lisez tel ou tel journal, mais dites : abonnez-vous à tel ou tel journal. Un journal, en effet, a besoin d'abonnés. Ou bien dites encore : achetez tous les jours ou toutes les semaines tel ou tel journal à tel kiosque. Car ce sera précisément le moyen de surveiller la vente du journal et d'empêcher ces mystères d'iniquité qui se produisent parfois au sein des messageries, qu'elles soient privées ou nationalisées.

Les Comités de presse sont nécessaires.

Les chrétiens d'Action catholique générale doivent encore réunir leurs efforts pour diffuser la presse. Jusqu'à présent, je n'envisageais qu'une diffusion d'ordre individuel. Il faut passer à une diffusion collective. Pourquoi, par exemple, ne pas organiser dans les paroisses des Journées de presse fréquentes et nombreuses ? On vous en a parlé et je n'y insisterai pas. Vous savez que la formule est excellente ; elle intéresse et elle a toujours du succès. Profitez-en, profitez des facilités qu'on vous offre ici ou là et tâchez ainsi de toucher un public qui, normalement, n'est pas atteint par l'action de la presse chrétienne. La Journée de presse, c'est un beau feu, mais qui peut vite retomber en cendres. Il importe de constituer partout des Comités de presse chargés de la diffusion des journaux chrétiens. Dans combien de paroisses ces Comités de presse existent-ils ? Ou dans combien de paroisses, lorsqu'ils existent, ne sont-ils pas réalisés sous la responsabilité presque totale du curé ou du vicaire ? Il faudrait qu'un peu partout surgissent des Comités de presse vraiment institutionnels, indépendants de la présence d'un curé ou d'un vicaire, qui est là aujourd'hui, mais qui, hélas ! l'expérience nous l'apprend, peut demain être nommé ailleurs, à l'autre bout du diocèse. Une des besognes les plus urgentes qui s'imposent à nous, c'est précisément de trouver dans une paroisse le nombre de catholiques voulus, hommes et femmes — et il n'en faut pas tellement — appartenant à tous les milieux sociaux et choisis dans tous les quartiers, qui prendra vraiment en main ou, pour employer le langage à la mode, en charge, l'organisation de la presse catholique sur un territoire donné. J'ai vu fonctionner un de ces Comités de presse dans une petite paroisse qui n'est pas spécialement antichrétienne, mais qui n'est pas non plus spécialement chrétienne. Il a donné d'admirables résultats et il a été monté par un vicaire qui a su faire en sorte que, lui parti, le Comité subsiste et continue son œuvre. Voilà un exemple à suivre.

La vente criée, excellente formation...

Organiser la vente, qu'est-ce ? C'est essentiellement permettre aux gens de trouver facilement leur journal. Quelle vente ? La vente à la porte de l'église, la vente criée, ou même, car

il est bon de ne pas laisser trop la presse catholique dans l'ombre de l'église, la vente en terrain neutre, sur des marchés, par exemple, ou sur des foires, ce qui permet de toucher un public que l'on n'atteint pas d'ordinaire. Vous direz : il faut des gens pour cela. Bien sûr ; quand on en veut, on en trouve et je leur garantis que la vente criée leur sera une excellente formation, croyez-en un vieux spécialiste. Il y a dans la vente criée quelque chose qui s'oppose au respect humain, qui nous oblige à sortir de nous-mêmes, et du reste est utile à l'affirmation de notre personnalité. La première fois qu'on se promène avec un paquet de journaux, on est extrêmement timide, on n'ose rien dire, et, puis, soudain, on lance un petit cri qui rappelle celui du coq qui s'exerce à son premier cocorico ; c'est rauque et timide, ça ne sort pas, et, tout d'un coup, ça sort et alors on s'aperçoit subitement qu'on est infiniment plus maître de soi, plus courageux qu'on ne le croyait, et, une fois le premier cri poussé, les autres viennent tout seuls. Il n'y a que le premier cri qui coûte.

Il est possible également d'organiser une vente moins spectaculaire, mais efficace. Il suffit de s'assurer de la présence de la presse chrétienne dans certaines librairies, ou même de surveiller, activement et régulièrement, la vente d'un kiosque en intéressant autant que possible et de toutes les façons la tenancière à la presse catholique. La simple présence de quelqu'un d'aimable et de poli qui vient régulièrement constater les effets de la vente a, en général, pour effet d'intéresser la tenancière du kiosque, lorsqu'elle est aimable elle-même, et c'est le cas le plus fréquent, à la vente d'un journal. Après plusieurs visites, d'elle-même elle vous dira : « Cette semaine, la vente a moins bien marché ; cette semaine, c'est mieux. » Elle finira par prendre intérêt à la vente d'un journal, même sans trop savoir ce qu'il y a dedans, uniquement parce que la personne qui s'en occupe lui est sympathique.

Je n'hésiterai pas à dire, pour terminer cette brève revue, de ce que peut faire l'Action catholique générale — et je suis sur ce point d'accord avec beaucoup de ceux qui s'intéressent à cette forme d'action, — qu'à l'heure présente la diffusion de la presse chrétienne est une de ses tâches les plus urgentes et les plus importantes.

Les devoirs de l'Action catholique spécialisée : information, critique et contrôle.

Passons à l'Action catholique spécialisée. Je crois qu'on ne peut pas lui demander ce qu'on demande à l'Action catholique générale. On ne peut notamment lui demander une diffusion directe de certaine presse catholique d'intérêt général, parce qu'elle touche des milieux où cette presse, souvent, ne pénétrera pas, ou bien, si elle y pénétrait, elle risquerait peut-être de ne pas produire les résultats qu'on en attend. En outre, l'Action catholique spécialisée est polarisée par ses propres efforts ; elle a sa propre presse, adaptée à un certain milieu, et, il faut le reconnaître, elle trouve assez de mal à faire vivre cette presse et à la diffuser pour qu'on ne lui demande pas d'ajouter encore à sa besogne des fardeaux supplémentaires. Mais elle peut rendre à la presse catholique d'intérêt général des services extrêmement précieux que je résumerai en trois mots : information, critique et contrôle. Vous me permettrez encore une comparaison stratégique — je suis décidément aujourd'hui très militaire ! — l'Action catholique spécialisée peut se constituer en un véritable service de renseignements de la presse d'intérêt général. Elle peut lui tisser un réseau répandu dans tout le pays et qui l'informe sur un grand nombre de réalités et de faits dont elle doit être informée. La presse est rédigée par des journalistes, dirait M. de La Palice. On peut le regretter, comme le colonel de Ronchonot regrettait que l'armée se recrute parmi les civils. Mais depuis que la presse existe, on n'a pas encore trouvé le moyen de la faire rédiger autrement que par les journalistes, et toutes les fois qu'on a voulu se départir de cette règle, c'est vraiment étrange, mais cela n'a pas réussi. Le journaliste a des qualités que je connais bien, mais il a aussi des défauts que je connais autant. Je vais vous faire une confession, et non seulement celle de mes confrères, mais aussi la mienne. Le journaliste doit posséder un savoir encyclopédique, c'est-à-dire que, pratiquement, il est victime d'une ignorance encyclopédique. Quand il faut tout savoir, on ne sait rien, et à force de savoir un peu tout, les journalistes finissent par ne rien savoir du tout. C'est ce qui vous explique les à peu près, les erreurs, les manques de nuances que vous remarquez à chaque instant dans les colonnes des journaux. Lorsqu'on a un peu l'esprit critique et le sens du témoignage, on ne peut pas voir dans un journal le compte rendu d'un fait dont on a été le témoin sans se dire : mais ça ne s'est pas passé comme ça, ils n'ont rien vu du tout, ou s'ils ont bien vu, ils n'ont pas compris. Pourquoi ? Parce que l'information est arrivée au journaliste à travers mille déformations, à travers les dépêches d'agences, à travers les exposés de correspondants, eux-mêmes souvent mal informés et rarement témoins oculaires. Il a rédigé son papier « de chic » et très vite, parce qu'il faut, comme on dit, que les formes tombent, que le journal sorte à l'heure. Par conséquent, il faut aller au plus pressé et on n'a pas le temps de raffiner sur l'information. En outre, les journaux se font dans des conditions un peu spéciales. Les salles de rédaction et les imprimeries sentent toujours le renfermé ; c'est un symbole ; on a beau ouvrir les fenêtres, on n'échappe pas à l'odeur de moisi, d'encre d'imprimerie et de papier. Il en est ainsi, il ne peut pas en être autrement. De plus, les journaux se font à des heures qui ne sont pas celles de tout le monde, dans des conditions qui ne sont pas celles de tout le monde, et par des gens qui ne vivent pas comme tout le monde. La vie du journaliste le sépare des activités communes. Ceci vous explique donc les à peu près et les erreurs qu'il peut commettre. J'ai connu jadis un excellent ami, un prêtre, homme fort intelligent et qui avait été informé dans sa jeunesse. Mais, depuis quarante ans, il travail-

lait de 2 heures de l'après-midi à 2 heures du matin dans une salle de rédaction et dans une imprimerie. Ensuite, il allait se coucher ; il se levait à 10 heures, disait sa messe, déjeunait et repartait pour son journal. Tant et si bien que, depuis quarante ans, il ne voyait presque personne, il n'était presque jamais sorti, il était complètement coupé d'avec la réalité. Dans ces conditions, comment s'étonner si les jugements qu'il portait dataient parfois de quarante ans et même d'un peu plus loin parce que, ce qu'il avait appris il y avait quarante ans, il le tenait de la sagesse d'autres personnes qui l'avaient appris quarante ans plus tôt.

La presse catholique n'est donc jamais assez informée, et les militants d'Action catholique peuvent lui apporter beaucoup de faits et de renseignements qui l'éclaireront. Je pense en particulier à deux mondes, en général assez imperméables aux journalistes, le monde ouvrier et le monde paysan. Le monde ouvrier vit très à part, fermé, clos sur lui-même, ayant ses aspirations et ses expériences propres ; il est changeant, sensible aux influences de masse et, en quelques années, les apparences et la profondeur d'un mouvement ouvrier peuvent avoir totalement changé. Il faut donc, sur tout le mouvement ouvrier, une information mise à jour, je ne dirai pas chaque année, mais chaque mois et presque chaque semaine. Cette information ne peut pas arriver au journal catholique autrement que par le militant qui la lui procurera.

Plus encore pour le monde paysan. La presse, en particulier la presse parisienne — je ne parle pas pour *la Croix* qui a toujours fait une très grande place à la paysannerie, — même la mieux informée et la mieux intentionnée, ignore, avec sérénité, le monde paysan. Tout ce qu'elle sait, à l'heure actuelle, c'est que le paysan est la cause de la vie chère. Présenté de cette manière-là, c'est un peu simpliste. Je ne dis pas que cela ne contienne pas une part de vérité, mais c'est tout de même trop simple et c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner si une certaine presse parisienne n'a pas pratiquement de diffusion à la campagne parce qu'elle heurte à chaque instant le paysan, ni si ce qui atteint les ruraux, ce sont des feuilles que nous autres, gens des grandes villes, nous jugeons de haut, mais qui sont à la portée des campagnards et rédigées par des gens qui les connaissent. Donc, les Jacistes, le M. F. R., tous mouvements très proches de la masse paysanne, peuvent nous apporter des renseignements précis et très intéressants. Je ne prendrai qu'un seul exemple. Combien de journalistes ont-ils su, pendant la guerre, que l'Allemagne prenait quatre fois plus de marchandises par le marché noir que par les réquisitions officielles ? Si on l'avait su, cela nous aurait peut-être évité de prendre certaines positions, de commettre certaines erreurs en matière d'économie dirigée. A chaque instant, les mêmes erreurs, ou, pour les appeler par leur nom, les mêmes sottises peuvent se reproduire si le journaliste ne peut pas puiser à une source d'informations vivante.

L'information ce n'est pas suffisant. Il faut encore un contrôle et une critique. Evidemment, les critiques seront adressées par les militants d'Action catholique spécialisée et le journaliste devra, selon la formule commune, en prendre et en laisser. Le point de vue d'un journal d'intérêt général n'est pas exactement le même que celui d'un mouvement spécialisé, qui, par la force des choses, est amené à épouser ce que les sociologues appellent d'un terme pompeux la mentalité du milieu auquel il s'adresse. Le journaliste d'intérêt général doit s'efforcer, au contraire, de surmonter ces diverses « mentalités » et de donner un texte qui intéresse tout le monde. Oui, mais lorsque nous parlons de tout le monde, il y a, dans ce grand public mystérieux, les masses particulières, ouvrières, paysannes, classes moyennes, bourgeoise, etc. Si on veut les toucher, il importe de ne pas les prendre, comme dit le langage populaire, « à rebrousse-poil ». Quand vous voulez vous faire un ami d'un chat, vous ne commencez pas par le caresser à rebrousse-poil, sinon il jettera des étincelles, jurera et vous griffera. Quand vous voulez convertir des lecteurs à vos points de vue, vous ne devez pas commencer par les heurter violemment, sinon ils ne vous écouteront plus et n'auront pas confiance en vous. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas affirmer la vérité devant les lecteurs, mais il faut l'affirmer avec les nuances et avec les précautions nécessaires. Si vous vous appelez Léon Bloy, si vous écrivez pour une demi-douzaine de personnes de votre temps et pour quelques milliers de personnes dans la postérité, vous pouvez alors vous donner le luxe, passez-moi l'expression, mais c'est la seule qui corresponde à ma pensée, « d'engueuler tout le monde ». Lorsque vous faites un journal, il faut que ce journal vive, sinon ce n'est pas la peine d'en faire un, et pour qu'il vive, il faut qu'il ait une assise financière reposant sur la confiance de ses lecteurs, et pour qu'il ait la confiance de ses lecteurs, il faut qu'il sache les prendre, leur présenter les arguments qui les touchent avec des mots qu'ils comprennent et avec la sentimentalité qui est la leur. Afin d'arriver à ce résultat, il faudra donc écouter avec respect les critiques et les suggestions proférées par les militants et par les dirigeants des mouvements spécialisés en contact avec la réalité quotidienne.

Voilà le très grand service que peut rendre l'Action catholique spécialisée à la presse, celui de l'informer, de la critiquer, de la contrôler, de lui permettre d'influencer de plus en plus profondément et toujours en connaissance de cause, des fractions croissantes de public.

Nécessité d'une liaison plus intime.

J'en ai fini. Je ne pense pas que je vous aie révélé des vérités sensationnelles. J'ai simplement mis en œuvre des vérités anciennes, des expériences et quelques postulats tirés du simple bon sens. J'ai peut-être cependant eu le mérite de rafraîchir votre mémoire et de faire naître en vous le désir

d'une liaison plus intime entre les mouvements d'Action catholique et la presse.

J'écoutais tout à l'heure avec beaucoup d'intérêt le rapport de M. Maurice Herr sur la presse d'après-guerre. La situation n'est pas brillante, beaucoup de journaux sont morts, d'autres sur le point de mourir, et combien sont dignes de vivre ? La presse catholique n'échappe pas au sort commun ; elle est victime, et de la crise financière, et de la désaffection du public, et des phénomènes nouveaux provoqués par des techniques comme celle de la radio ou du cinéma, dont nous connaissons mal encore les résultats psychologiques. Elle est donc, elle aussi, menacée ; il lui faut pour vivre une plate-forme de lecteurs infiniment plus étendue que celle d'avant-guerre. *Temps Présent* est mort avec à peu près deux fois plus de lecteurs qu'autrefois et un nombre d'abonnements supérieur à celui qu'il avait en 1939. *Une Semaine dans le Monde* vient de disparaître avec 30 000 lecteurs et 6 000 abonnements, ce qui, avant-guerre, lui eût permis de « boucler » son budget de façon honorable.

Un peuple a la presse qu'il mérite.

Si nous ne voulons pas voir fondre notre presse, il faut que les chrétiens de ce pays fassent un effort qui est, je n'hésite pas à le proclamer, d'ordre héroïque. Un peuple a la presse qu'il mérite. Il en va du peuple chrétien comme de tous les autres. S'il ne sait pas mériter sa presse, faire pour la soutenir les sacrifices nécessaires, se discipliner et discipliner son pouvoir d'achat, la presse catholique disparaîtra et la place sera laissée toute grande, non pas même à des journaux hostiles qui conserveraient encore je ne sais quel idéal, mais à des journaux indifférents, d'une effroyable neutralité, dont tout le but sera le bénéfice en fin d'exercice.

Je lisais dans un de ces journaux un article qui m'a paru symbolique, et par le titre et par le ton, de la valeur de cette presse. Voici ce titre : « Est-il permis de marcher sur la barbe du gardien du but ? » Question importante s'il en est. J'estime qu'il y a tout de même pour des chrétiens, dans le monde, un certain nombre de questions un peu plus angoissantes. Il s'agit de savoir si nous aurons une presse qui discutera indéfiniment sur la permission de piétiner ou non la barbe du gardien de but, ou bien une presse qui sache porter à notre temps, dans le langage de notre temps, avec les mots de notre temps, la vérité chrétienne.

A vous, chrétiens, à vous, en particulier, membres de l'Action catholique, de répondre. Vous aurez la presse dont vous serez dignes. Soyez-en dignes.

VII — La presse de l'après-guerre et *la Croix*

Au cours de la seconde séance du Congrès, que présidait S. Exc. Mgr Debray, évêque de Meaux, M. Maurice Herr, secrétaire de rédaction de la Croix, *a parlé des difficultés, tares et réussites de la presse d'après-guerre :*

Je pense que je n'étonnerai personne en affirmant, au début de ce rapport, que la presse française traverse actuellement une crise d'une extrême gravité. Si j'en crois M. Pierre Bloch, directeur général de la Société nationale des entreprises de presse — et je suis tout disposé à le croire — « la situation de la presse est appelée à évoluer très rapidement. En face de l'aggravation de la conjoncture économique, elle ne put qu'empirer. Il faut, ajoute M. Bloch, que les journaux s'en rendent compte et que certains d'entre eux aient le courage de changer leurs méthodes de travail ».

Il est de fait que les journaux connaissent des jours difficiles. Nombreux déjà sont ceux qui, après le brillant départ des lendemains de la Libération, ont complètement disparu. D'autres ont fusionné, abandonnant des parcelles de leurs titres et de leur clientèle. La liste est fort longue de ces feuilles matinales ou vespérales qui sont retournées au néant après une existence plus ou moins éphémère. Rien qu'à Paris, plus de vingt quotidiens ont déjà disparu. Ce sont, sauf omission : *Front National, le Méridien, la Voix de Paris, la Dépêche, la Nation, Patrie, le Courrier de Paris, Paris-Matin, France-Libre, les Nouvelles du Matin, l'Ordre, le Pays, Résistance, Paris-Post, Libé-Soir, Libres-Soir-Express, Cité-Soir, Télé-Soir, Dernières-Paris* et *l'Intransigeant.*

Et, tandis que certains survivants agonisent, d'autres fusions sont encore envisagées.

On a cru tout d'abord que cette chute des feuilles correspondait à un phénomène de sélection naturelle, qui laissait les forts en place et balayait impitoyablement les faibles et les inutiles. Mais, peu à peu, on s'est aperçu que le mal gagnait les plus robustes qui chancelaient à leur tour. Après l'échec assez sensationnel de *Combat*, première formule, et la dispersion de la brillante équipe de journalistes qui avait fait de ce journal une des réussites techniques de l'après-guerre — Camus, Pascal Pia, Raymond Aron, Albert Olivier, etc. — on a vu s'écrouler à Paris et en province nombre de journaux d'apparence solide.

En quelques semaines, une dizaine de quotidiens et plus de trente hebdomadaires ont cessé de paraître, tandis que des dizaines d'autres attendaient avec angoisse les échéances de fin de mois. Puis ce fut au tour des grands journaux politiques de se sentir touchés. Simultanément, *l'Aube* et le *Populaire,* organes du M. R. P. et du parti socialiste, ont lancé des cris d'alarme. Des souscriptions hâtivement ouvertes dans leurs colonnes, le licenciement immédiat d'une fraction importante de leur personnel, ont permis à ces deux journaux de poursuivre une existence difficile. Mais pour combien de temps !

La crise venait d'entrer dans une phase

aiguë, et l'on pouvait se demander si l'on n'allait pas assister à l'effondrement général de la presse française.

« On veut tuer la presse de la Résistance », déclarait le président de la Fédération de la presse, accusant tout à la fois le gouvernement et les propriétaires des anciens journaux de noires machinations à l'égard des nouveaux journaux. A quoi M. Léon Blum, peu suspect de tendresse pour la presse d'avant-guerre, répondait : « La Résistance et la Libération n'ont conféré à aucun journal le privilège de survivre indéfiniment dans des conditions d'exploitation anormales et artificielles. » Et le leader du parti socialiste ajoutait : « L'histoire de la presse de la Résistance est assez triste. Le spectacle qu'offre dans son ensemble la presse actuelle ne l'est pas moins. Je suis plus ou moins étroitement mêlé à la vie de la presse parisienne depuis un demi-siècle, et je ne crois pas l'avoir jamais vue dans un état aussi lamentable. »

***

Les temps avaient bien changé et disparue l'euphorie de la Libération qui, à l'automne de 1944, avait fait éclore une étonnante floraison de journaux nouveaux, qui se lancèrent allègrement à la conquête des positions précipitamment abandonnées par la presse de l'occupation, dont les titres et les animateurs, selon le mot d'un ministre, venaient d'être enfouis dans « la fosse commune de nos déshonneurs nationaux ».

Deux, trois ou parfois quatre gazettes nouvelles se partageaient les dépouilles et la clientèle d'un disparu. A la place de trois journaux parisiens du soir, on n'en comptait pas moins d'une dizaine quelques semaines après la Libération ! C'était le bon temps pour les journalistes nouvellement promus et les directeurs de journaux improvisés. Conquises de vive force, les imprimeries n'avaient rien coûté. Le gouvernement accordait généreusement les crédits de démarrage, et chacun des journaux issu de la Résistance recevait, au départ, une subvention de 3 millions de francs. Egalement conquises sur « l'ennemi », les agences de presse distribuaient des nouvelles que nul ne songeait à payer, pas plus que le papier, réparti par les soins du gouvernement. Et le public, trop longtemps sevré de vérité et d'air pur, se jetait avec avidité sur les feuilles nouvelles qui, pendant plusieurs mois, connurent une prospérité sans pareille.

C'est alors que, groupés au sein de la Fédération de la presse, les nouveaux journaux demandèrent aux pouvoirs publics de légaliser l'état de fait créé par la Libération. Ils entendaient conserver la propriété des biens et des installations des journaux disparus. Le gouvernement se refusa à faire droit à une telle requête, qui risquait de léser les journaux qui n'avaient pas démérité sous l'occupation et de favoriser, parmi les nouvelles feuilles, celles qui n'avaient acquis aucun mérite particulier dans la Résistance.

Une loi sur la dévolution des biens de la presse fut alors présentée à l'examen du Parlement. Si les anciens journaux étaient effectivement dépossédés, leurs biens étaient remis, non aux nouveaux journaux, mais à une Société nationale des entreprises de presse (S. N. E. P.), celle-là même que préside M. Pierre Bloch, et à laquelle les journaux durent louer les installations qu'ils utilisaient.

Cependant, cette loi du 11 mai 1946 donna lieu à des divergences d'interprétation, notamment après la publication du décret du 28 février 1947, supprimant l'autorisation préalable. Certains journaux ayant paru sous l'occupation, et qui n'avaient fait l'objet d'aucune poursuite, ou qui, poursuivis, avaient bénéficié d'un non-lieu ou d'un acquittement, réclamèrent la disposition de leurs installations et de leurs biens. Il en est résulté entre les anciens journaux la S. N. E. P. et les nouveaux journaux une cascade de procès, dont plusieurs sont en cours. Il serait trop long d'entrer dans le détail des arguments juridiques ou passionnels échangés au cours de ces procès. On peut cependant constater qu'ils n'ont pas peu contribué à aggraver l'instabilité de la presse, dont le statut définitif, toujours à l'étude, n'a pas encore été voté par le Parlement.

La Fédération de la presse a voulu voir, dans l'application, qu'elle juge défectueuse, de cette loi du 11 mai, dont je m'empresse de dire qu'elle ne visait pas *la Croix*, la source de tous les malheurs qui se sont abattus sur les journaux de la Libération.

Cette loi, cependant, n'était pas de nature à aplanir les difficultés qui commençaient déjà à assaillir les journaux, puisque aussi bien la S. N. E. P. entendait être effectivement payée pour la location des imprimeries. En outre, l'aggravation continue de la conjoncture économique jouait doublement contre la presse, à la fois en diminuant le pouvoir d'achat de la clientèle qui commença à se restreindre sérieusement sur le chapitre des lectures, et en alourdissant sans cesse les charges des journaux. Ainsi, tandis que les tirages baissaient, les frais de rédaction, d'impression, les prix du papier, de l'encre, des transports s'élevaient continuellement. L'augmentation du prix de vente des journaux, à plusieurs reprises réalisée, se révélait chaque fois désastreuse, car elle s'accompagnait inévitablement d'une chute sensible du tirage qui annulait, parfois au delà, les avantages financiers de l'opération.

La Fédération de la presse se tourna alors vers le gouvernement, non pour lui demander des subventions — mot à jamais banni, dit-elle, de son vocabulaire, — mais pour solliciter une aide substantielle. Le gouvernement, que ce soit celui de M. Bidault, en 1946 ; de M. Ramadier, en 1947 ; de M. Schuman et de M. Queuille, en 1948, fit la sourde oreille. Il n'estimait pas nécessaire, fût-ce au nom de la Résistance, de faire vivre des journaux que le public refusait obstinément d'acheter et de lire. Il n'est pas légitime, se dit-il, que les contribuables payent, d'une façon ou d'une autre, les déficits d'exploitation des feuilles abandonnées par leurs lecteurs, parce qu'elles les ennuient, qu'elles ne répondent pas à leurs besoins ou, tout simplement, parce qu'ils n'ont plus les moyens de les acheter.

Car la désaffection du public à l'égard de la presse est un phénomène que nul ne saurait

tier. On entend dire couramment qu'il y a trop de journaux et qu'il n'est pas mauvais qu'un certain nombre d'entre eux disparaissent. Mais ce n'est pas vrai qu'il y a trop de journaux. Ce qui est vrai, c'est qu'il n'y a pas assez de lecteurs, le nombre de ceux-ci ayant considérablement diminué depuis dix ans.

Nous en trouvons la preuve dans les chiffres publiés par l'U. N. E. S. C. O., à la suite d'une enquête sérieuse effectuée dans la presse française.

En 1939, le nombre des quotidiens paraissant à Paris était de 64 ; en 1947, il était de 44. Ce dernier nombre devait encore diminuer en 1948.

En 1939, on comptait 321 hebdomadaires et 269 seulement en 1947.

En 1939, le nombre des mensuels était de 1 090 ; en 1947, il était de 795.

Autrement dit, le nombre des journaux a diminué de plus de 20 pour 100 par rapport à l'avant-guerre. Mais la rédaction du nombre des titres ne prouverait pas qu'on lit moins en France si elle était compensée par une augmentation des tirages. Hélas ! il n'en est rien, et l'U. N. E. S. C. O. a constaté que le tirage total des quotidiens français, qui dépassait 20 millions d'exemplaires en 1939, n'était plus que de 13 250 000 en 1947, soit une diminution de 6 750 000. Cette diminution pourrait encore être compensée si le quotidien, l'hebdomadaire ou le mensuel offraient à leurs lecteurs une plus grande surface imprimée. Nous savons que cela n'existe pas.

Depuis cette enquête, la situation n'a fait qu'empirer. Le gouvernement consentit cependant quelques ristournes sur le prix du papier qu'il vend aux journaux, et dont la tonne est passée, en quelques mois, de 16 000 à plus de 40 000 francs. Plus récemment, les pouvoirs publics ont accepté de réduire les prix des transports, des taxes postales, des communications téléphoniques et télégraphiques. Mais ces concessions sont notoirement insuffisantes pour permettre à tous les journaux de se sauver en équilibrant leur budget.

Si l'on passe du plan économique au plan moral, on constate plus encore la triste déconfiture de la presse de l'après-guerre.

Au temps d'Emile de Girardin, le fondateur de la presse moderne, nos journaux étaient fiers d'avoir pour devise « une idée par jour ». Puis l'esprit humain n'ayant pas, dans sa fécondité, la même régularité que la nature, la devise se transforma et devint « un événement par jour ». Mais, comme l'histoire elle-même s'essouffle à courir après le temps, certains crurent devoir, pour ranimer quotidiennement l'intérêt du lecteur, recourir au contentieux politique ou passionnel, et leur nouvelle formule est, aujourd'hui, « une affaire par jour ».

Le journalisme est donc passé de l'opinion à l'information, et de l'information à la sensation. La sensation, c'est-à-dire l'exploitation quotidienne des scandales — et Dieu sait si notre époque favorise l'éclosion de ces fleurs vénéneuses, — et du fait divers. Plus que jamais, le sang s'étale à la « une » et la littérature malsaine remplit les colonnes de nos quotidiens. Seuls les exploits des champions de sport peuvent un instant détourner l'attention que nos journaux prêtent aux champions de l'escroquerie, du revolver ou de la « traction avant ».

***

Cependant, tandis que beaucoup de journaux sombrent ou s'absorbent mutuellement, certains connaissent une existence, sinon exempte de soucis, du moins relativement plus facile. C'est ceux qui, comme *le Monde, le Figaro* et *la Croix*, s'attachent à renforcer sans cesse la qualité de leurs informations, la tenue de leurs articles, la variété de leurs rubriques, tout en se tenant à l'écart des querelles politiques. Mais c'est aussi ceux qui, comme *Franc-Tireur* ou *l'Aurore*, pratiquent avec art une démagogie vigoureuse et persiflante et vont au-devant des mécontentements, hélas ! nombreux, des Français. Ce sont encore ceux qui, comme les quotidiens parisiens du soir, donnent à fond dans le scandale, voire dans la pornographie pure et simple, imités en cela par certains hebdomadaires qui connaisent des tirages sensationnels. Aussi est-il difficile d'établir le critère de réussite d'un journal, d'autant plus que, de son côté, une publication comme la *Sélection du Readers Digest* connaît un étonnant succès avec une formule saine qui plaît beaucoup au public, mais sur le compte de laquelle les spécialistes se montrent assez sévères.

A la vérité, le problème qui se pose à l'ensemble de la presse française de 1948 est du même ordre que celui qui se pose à l'ensemble des Français. Il s'agit pour elle de réduire son train de vie, de travailler plus avec des moyens diminués.

***

Tout au long de ce rapport, j'ai assez peu parlé de *la Croix*. Comme tous ses confrères, notre journal rencontre des difficultés matérielles de plus en plus grandes. Il a cependant l'avantage de s'appuyer sur une organisation puissante, et il se sait soutenu par une clientèle fidèle et nombreuse. Mais la hausse ininterrompue du coût de la vie affecte plus spécialement nos lecteurs, dont les revenus sont généralement assez modestes. Aussi, chaque fois que nous sommes contraints par les faits et par les règlements corporatifs, d'élever le prix de nos abonnements, nous recevons des lettres émouvantes de lecteurs qui ne peuvent s'imposer ce nouveau sacrifice. C'est pourquoi l'avenir de notre journal, sans être en aucune façon inquiétant, préoccupe à juste titre ses administrateurs. Il nous faut trouver des lecteurs nouveaux en nombre toujours plus grand et, pour cela, prospecter l'énorme masse des millions de catholiques français qui ignorent *la Croix* ou qui en mésestiment la valeur. C'est le travail de nos services de propagande, dont on vous a montré ce matin l'intéressante activité. C'est aussi celui de chacun de nos amis, qui doit s'efforcer d'aider de son mieux à la diffusion des publications de la Bonne Presse.

Soutenir et diffuser la presse catholique, c'est, selon la parole des Papes Pie XI et Pie XII, la forme moderne de l'apostolat.

Tous nos amis voudront se faire les apôtres de la presse catholique, de la presse d'Action catholique.

VIII — La presse catholique et le mouvement social

M. Gaston Tessier, président de la C. F. T. C. et de la Confédération internationale des syndicats chrétiens, a souligné, au cours de la journée de clôture de notre XXXVIIIe Congrès, la contribution que la presse doit apporter à l'information et à la formation des militants du mouvement social :

Les organisateurs de ce Congrès, qui sont d'excellents, voire d'éminents journalistes, ont montré un sens aigu de l'actualité, mais aussi un courage presque audacieux, en demandant qu'au cours de la séance de clôture, les rapports entre la presse catholique et le mouvement social soient exposés, ou tout au moins indiqués, par un syndicaliste ! Les événements qui soulignent chaque jour davantage les possibilités, les devoirs et aussi les responsabilités de l'action professionnelle animée par l'esprit chrétien, autorisent à espérer, sur un sujet aussi brûlant, une audience bienveillante et compréhensive auprès des hommes d'autorité, de pensée, de zèle, qui, attachés à la diffusion de la vérité, ont compris, dès longtemps, la nécessité, les avantages, les bienfaits d'une solidarité fraternelle entre tous les éléments, divers par la forme et l'application, mais étroitement unis par l'identité de convictions et de résolutions, qui composent la grande famille catholique.



Pour caractériser notre mouvement social, il peut être utile d'évoquer, sinon ses origines lointaines, du moins ses débuts à l'époque contemporaine, en le replaçant dans le cadre du centenaire que la France a célébré au cours des derniers mois.

Buchez, ce précurseur de talent, sinon de génie, qui fut, en 1848, le premier président de l'Assemblée constituante, écrivait, au cours de l'été précédent, qu'il avait rencontré, à Cauterets, l'abbé Castan, secrétaire de Mgr Affre, archevêque de Paris, puis le prélat lui-même. Il avait eu avec eux de longs entretiens. « L'archevêque — écrit Buchez — avait eu la grâce de mettre sur sa table un volume de *L'histoire parlementaire* et deux numéros de *la Revue nationale.* » Il s'agissait de l'une des principales œuvres du doctrinaire et du journal dans lequel, depuis mai 1847, il développait ses théories. A ce propos, Mgr Affre et son secrétaire ne firent aucune objection : « Ils m'ont dit seulement, note Buchez : « Voilà un journal comme il nous en faut, il faut qu'il devienne quotidien. »

Ainsi, dans cette période qui précédait de peu les journées révolutionnaires de février 1848, le problème de la presse quotidienne, inspirée par une pensée réformatrice et conquérante, s'imposait à l'attention du prélat qui devait, un an plus tard, mourir martyr pour la paix sociale.

De fait, même après la fin dramatique de *l'Avenir,* c'est dans cette voie que les efforts devaient se répéter et se multiplier. En avril 1848, encouragés par Mgr Affre, plusieurs catholiques fervents fondaient *l'Ere Nouvelle ;* à côté du P. Lacordaire, des abbés Maret, Gerbet et Cœur, il y avait des laïques, dont Frédéric Ozanam. Parmi les articles du programme d'action civique, religieuse et sociale, qui résumait cet effort, il se trouvait l' « acceptation de la République comme un progrès qu'il faut défendre », et Lacordaire ajoutait ce commentaire : « Est-ce que les institutions chrétiennes ne fleurissent pas, sous le ciel démocratique des Etats-Unis, mieux que sous le sceptre autocratique du tsar ? »

Comment ne point rappeler, en prononçant le nom d'Ozanam, l'influence décisive de M. Bailly qui, introduisant le jeune étudiant lyonnais dans la « Conférence d'histoire », devait déclencher, par là même, le vaste mouvement charitable et social des Conférences de Saint-Vincent de Paul ?

Le 15 mars 1848, Ozanam écrivait à son frère l'abbé : « Si un plus grand nombre de chrétiens s'étaient occupés des ouvriers depuis dix ans, nous serions plus sûrs de l'avenir. » Quelles étaient donc, en février 1848, les préoccupations dominantes de ceux que nous pouvons appeler les chrétiens sociaux ? Elles se trouvent résumées dans cette phrase de *l'Atelier,* journal rédigé par des travailleurs :

« Que l'on ne s'y trompe pas : la pensée de la Révolution de février émane d'un besoin trop profond et trop général pour être sans danger méconnue ; c'est, pour nous servir des termes consacrés, une pensée sociale plutôt qu'une pensée politique ; elle procède d'un besoin matériel presque autant que d'un besoin moral. Elle a été précédée de pénibles souffrances ; ce sont ces souffrances qui ont fait explosion au sein des cités. »

Deux grands moyens de réalisation s'offraient alors : la protection légale des salariés ; le groupement de leurs ressources propres, grâce à la liberté d'association.

Protection légale : le 2 avril 1848, dans la chaire de Notre-Dame, Lacordaire s'écriait : « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. » Association ouvrière : l'Ecole de *l'Atelier,* groupée autour de Philippe-Joseph-Benjamin Buchez, déterminait un ample courant d'idées en faveur de la Coopérative de production, merveilleux facteur, il est vrai, d'émancipation, de libération des énergies laborieuses.

Aujourd'hui, non seulement le code du travail, dans un grand nombre de pays, a accentué et développé la réglementation concernant les conditions humaines : durée, hygiène, moralité, sécurité, dans lesquelles doivent s'exercer les activités professionnelles, mais l'Organisation internationale du travail, en moins de trente ans, a accompli, à l'échelle mondiale, une véritable révolution. De son côté, le syndicalisme s'est répandu en de vastes et puissantes confédérations.

Au cours de sa deuxième session, en novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptant une importante résolution pour la sauvegarde des droits syndicaux, et, en particulier, de la liberté d'association, a rappelé les termes de la déclaration que la Conférence internationale du travail avait émise lors de sa 26e session, à Philadelphie, en mai 1944 : « Tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales. »

Ayant parlé de 1848, nous ne pouvons oublier la tragédie de juin. C'est Ozanam qui, aux jours de l'insurrection, avec ses amis Cornudet et Bailly, demanda à l'archevêque de Paris d'intervenir pour apaiser une lutte fratricide.

Naguère, Paul Bourget, romancier et dramaturge, a montré, dans *La barricade*, sous une forme saisissante, l'antagonisme des classes, tel que s'était plu à l'ériger en système, sur le terrain social, le matérialisme historique ou dialectique de Karl Marx.

Pour nous, catholiques, cette vision de *La barricade* est illuminée, transformée par le souvenir de Mgr Denis Affre, archevêque de Paris, tombant mortellement atteint à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, alors qu'il dressait, entre les insurgés et les forces régulières, un rameau d'olivier. Telle est, face à *La barricade*, qu'il faut supprimer, ou, mieux encore, éviter, la mission sublime de l'Eglise catholique, messagère de justice et de charité.



La tradition des catholiques sociaux, en France, porte la marque d'une continuité historique très réelle, qui a fait se rejoindre, dans le temps et l'espace, bien des initiatives apparemment distinctes. « Beaucoup de nos idées — a écrit Albert de Mun — sont en germe chez Lamennais, Montalembert, Lacordaire et l'école de Buchez. »

Et le grand orateur a conté, non sans émotion, comment il avait retrouvé, dans l'écrivain Auguste Ott, disciple et exécuteur testamentaire de Buchez, un témoin, un acteur du patient labeur de recherche et d'organisation qui avait rempli la première moitié du XIXe siècle.

Deux traits principaux ont toujours illustré l'effort de pensée et d'action qui s'est développé à travers tant de vicissitudes : d'une part, l'affirmation d'un certain nombre de principes essentiels, de règles morales ; d'autre part, l'utilisation, au maximum, de la liberté d'association, pour créer des groupements homogènes animés, à des degrés divers, de l'inspiration chrétienne.

En premier lieu, les bases du droit naturel, telles qu'elles ont été précisées par le Décalogue, ennoblies par l'Evangile, enrichies, au long des âges, par les enseignements de l'Eglise catholique, imposent la plus haute et la plus juste notion de la dignité humaine, des prérogatives familiales, de la noblesse du travail, de la concorde sociale à réaliser et à maintenir dans un sens d'équité et de fraternité.

S'il est toujours vrai que les idées mènent le monde, nous pouvons constater que deux grandes lignes de pensée se manifestent, de plus en plus nettement, à notre époque chargée d'anxiété et même d'angoisse : l'une, spiritualiste, conforme aux données fondamentales que nous venons de rappeler ; l'autre, matérialiste, qui, niant ce qui fait la grandeur de notre espèce, est susceptible d'engendrer les pires cataclysmes. La vérité a par elle-même des exigences qui ne peuvent être éludées sans que cela entraîne, pour l'esprit humain, une mutilation dont les conséquences sociales risquent d'être hésitation, stérilité, anarchie.

En second lieu, le mouvement qui se développe, en France, autour des Semaines sociales, a toujours préconisé la création de groupements intermédiaires entre la faiblesse des individus et l'omnipotence de l'Etat. Sur le terrain de la liberté d'association, qui autorise un pluralisme raisonnable, correspondant à des affinités de convictions et de méthodes, un système institutionnel peut se développer qui, dans le domaine du travail, par exemple, au moyen des conventions collectives, de la conciliation et de l'arbitrage, permet de réaliser une discipline vraiment adaptée aux besoins de l'économie moderne.

Bien entendu, la liberté d'association, ainsi comprise et pratiquée, n'exclut pas une volonté loyale de réaliser toutes les coordinations possibles dans un cadre d'intérêt général, selon la formule traditionnelle des catholiques sociaux : le syndicat libre dans la profession organisée.

Ainsi, pour ce qui concerne le syndicalisme chrétien, sous l'occupation, dans la Résistance et pour la grève générale insurrectionnelle de 1944, une entente s'était nouée avec la C. G. T. Dans la période actuelle, un Cartel, dont l'objet principal était la baisse des prix, existe entre la C. F. T. C. et la C. G. T.-F. O.

Est-il nécessaire de souligner quelques aspects du rayonnement obtenu grâce à ces formules ? L'an dernier, pour la désignation des administrateurs des caisses de sécurité sociale, vaste scrutin secret à la représentation proportionnelle intégrale, les listes homogènes présentées par la C. F. T. C. obtenaient 1 458 000 voix contre 3 280 000 aux listes de la C. G. T., avant que celle-ci n'eût subi les effets d'une nouvelle scission.

Sur un plus vaste plan, celui de l'organisation des Nations Unies, le « Conseil économique et social » a accrédité la Confédération internationale des syndicats chrétiens parmi les dix associations considérées comme les plus importantes, qui doivent être consultées en toutes circonstances. De même, la C. I. S. C. figure, auprès de l'Organisation internationale du travail, parmi les trois seuls groupements ouvriers admis à titre consultatif.

Etre soi-même et coopérer, telle paraît être, plus que jamais, la devise qui, en permettant aux catholiques sociaux de mieux connaître leur doctrine, leur donne en même temps les meilleures possibilités de contribuer au bien commun, à l'amélioration nationale et internationale de la condition humaine, notamment pour les catégories les plus défavorisées.



Syndicalistes chrétiens, nous sommes heureux d'exprimer notre gratitude à la « Bonne Presse » pour l'aide éclairée, constante, précieuse, qu'elle donne à nos efforts en leur assurant, comme à tout le mouvement social du même esprit, la relation, la diffusion, voire le retentissement convenables, au milieu d'un public dont la sympathie nous est indispensable.

Auprès de l'opinion, en effet, nous avons à redouter deux périls plus graves qu'une hostilité ouverte : l'indifférence, d'une part ; de l'autre, la suspicion provenant d'une déformation, inconsciente ou systématique, des faits et gestes par lequels nous prétendons servir une juste cause.

Il m'est agréable de répéter, au terme de ce Congrès, que « la Bonne Presse » est un magnifique instrument, ou plutôt un bel ensemble, un splendide appareillage au service de la vérité ; que *la Croix*, en particulier, est un journal qui fait honneur à la pensée française.

Pour ce qui concerne notre mouvement syndical, je puis noter que, dès ses débuts, il a été encouragé par la bienveillante sympathie des fondateurs de « la Bonne Presse », en particulier, des PP. Vincent de Paul et Emmanuel Bailly ; que, dans les premiers syndicats établis rue des Petits-Carreaux,

il y avait un groupement des employés du livre qui pouvait s'honorer de compter, parmi ses adhérents, M. Léon Berteaux ; que le syndicat des journalistes français, l'un des plus anciens, a fourni à la C. F. T. C. un vice-président qui ne nous a quittés que pour accéder à la fonction patronale, Alfred Michelin, et que ce même syndicat, sous l'impulsion de jeunes et dévoués confrères, donne, à l'heure actuelle, un bel exemple de vitalité accrue, de zèle renouvelé pour la défense des intérêts professionnels.

L'exactitude dans la présentation des événements : voilà ce que nous offre d'abord la presse catholique. Il s'y ajoute la certitude d'un accueil aimable, nous pouvons dire fraternel, pour nos informations, nos communiqués, nos comptes rendus, transmis, grâce à elle, aux éléments d'élite qui, dans de multiples domaines, sont les entraîneurs, les dirigeants, les animateurs d'une action diverse, très souple, mais cependant coordonnée par la communauté d'origine et d'aspiration.

Depuis longtemps, dans des circonstances analogues à celle-ci, tout a été excellemment dit, par Pierre l'Ermite en particulier, sur l'influence pénétrante, irrésistible, de la presse, résumant et sélectionnant des nouvelles toujours plus étendues, plus rapides et plus abondantes.

Outre son aspect documentaire, la presse catholique joue, à l'égard des participants au mouvement social, un véritable rôle de formation par les rappels de principes, les précisions doctrinales qu'elle est en mesure d'apporter, par la présentation même des textes ou par des commentaires judicieux, suivant les exigences de l'actualité.

Dans une société moralement divisée, comme le sont la plupart des nations du vieux continent, il importe que le concept de neutralité, de laïcité, qui suppose un respect mutuel des opinions, n'aboutisse pas à une duperie, pour telle ou telle des familles spirituelles qui doivent cohabiter et entre lesquelles peut s'établir une émulation, au service de l'intérêt général.

Les catholiques français du XX[e] siècle, appuyés sur les certitudes de leur foi, sur la fécondité de leur morale, sur la force de leurs traditions, constitueront les meilleurs artisans du progrès social ; ils le feront dans et par la liberté d'association qui commande et garantit la plupart des autres libertés; ils resteront prêts, en accentuant l'originalité de leur effort, à s'entendre avec les autres courants d'opinion dont la sincérité ne peut être mise en doute.

Pour cette conquête sûrement laborieuse, peut-être douloureuse, d'un avenir meilleur, l'appui de la presse, qui sera, au jour le jour, mieux qu'un reflet : une lumière et un guide, nous donnera un nécessaire, un précieux élément de succès.

— *Le mariage chrétien*, par le chanoine JACQUES LECLERCQ. — Vol. 13,5 × 20 cm., collection « Cahiers de la Revue nouvelle », 216 pages, 240 francs. Editions Casterman, Paris.

Livre destiné aux époux chrétiens et aux jeunes qui se préparent au mariage. Professeur de morale et conseiller spirituel fort apprécié, l'auteur apporte sur le sacrement de Mariage, l'amour conjugal, les enfants, la spiritualité conjugale, etc., des directives et des observations où se révèlent une doctrine sûre et une grande expérience des âmes. Il insiste sur la valeur surnaturelle du mariage chrétien, marque toutes les exigences de la vie concrète des époux avec précision et décence. Un ouvrage qui est un guide excellent pour ceux qui vont fonder un foyer.

ÉVÉNEMENTS ET INFORMATIONS

OCTOBRE 1948

MERCREDI 13. — M. Coudé du Foresto, ministre du Ravitaillement, annonce que la ration de sucre sera portée à 1 kilo, à partir du 1[er] novembre.

— Au nom de la France, M. Parodi présente à l'O. N. U. un projet technique sur le désarmement.

JEUDI 14. — Un Conseil de Cabinet restreint décide d'appliquer effectivement la loi Farge aux trafiquants du marché noir. Cette loi prévoit la comparution des délinquants devant la Cour d'assise. Ceux-ci peuvent risquer la peine de mort.

— Un jugement du tribunal d'Aix-en-Provence rend l'école libre des Houillères de Fuveau (Bouches-du-Rhône) aux parents des élèves catholiques qui la fréquentent.

— L'Académie française décerne la médaille de la langue française à Maurice Maeterlinck et à la romancière genevoise Noëlle Roger.

— Le *Journal Officiel* publie un arrêté du 13 octobre 1948, qui dispense les travaux de réparation ou de construction d'immeubles à usage d'habitation de l'autorisation préalable nécessaire pour les travaux de bâtiment.

— Clôture, à Paris, du XXXVIII[e] Congrès général de *la Croix* et de la Bonne Presse, ouvert le 11. Le thème général du Congrès était : « Presse et Action catholique ». Les séances furent tour à tour présidée par NN. SS. Lebrun, évêque d'Autun ; Blanchet, recteur de l'Institut catholique de Paris ; Debray, évêque de Meaux, et S. Em. le cardinal Suhard.

A L'ÉTRANGER. — En *Italie*, sur l'ordre de la C. G. T., grève générale temporaire de tous les fonctionnaires, sans incidents.

— Le maréchal Montgomery confère, à *Londres*, avec le général Rodrigues, chef de l'état-major portugais.

— Au *Japon*, M. Shigeru Yoshida est chargé de former le nouveau gouvernement.

VENDREDI 15. — Situation inchangée pour la grève des mineurs ; le travail reprend aujourd'hui dans la métallurgie lorraine. Reprise totale du trafic ferroviaire dans l'Est.

— Pour protester contre le maintien de la hausse du charbon, les délégués du Cartel interconfédéral C. G. T.-F. O., C. G. C., C. F. T. C. décident de saisir leurs organisations et de ne plus participer aux travaux du Comité national des prix.

— Le tribunal de Versailles prononce les premières condamnations sanctionnant quelques arrestations de trafiquants du marché noir opérées ces jours-ci.

— Clôture du XXVII[e] Congrès de la C. G. T., ouvert le 11, par le vote à l'unanimité, moins 3 voix, d'un manifeste qui reprend les positions d'un rapport présenté par M. Benoît Frachon : rajustement hiérarchisé des salaires, sur la base du minimum vital à 15 000 francs, revision des zones de salaires, lutte contre le plan Marshall, accord avec l'U. R. S. S. et « gouvernement démocratique ».

— MM. Vincent Auriol et André Marie réunissent le Conseil de la magistrature et 14 présidents de Cours d'appel, à propos des poursuites contre les trafiquants.

A L'ÉTRANGER. — A *Oslo*, les ministres de la Défense de Suède, du Danemark et de Norvège étudient, pour la première fois, les aspects pratiques d'une alliance scandinave.

— Soulèvement militaire au *Honduras*, commandé par le général Rufino Solis, ancien commandant du port de La Celba.

— La Chambre de dénazification de *Munich* prononce la confiscation de tous les biens de Hitler.

SAMEDI 16. — Réunion, à Paris, des 19 ministres des pays participant au plan Marshall, pour la ratification du programme 1948-1949.

A L'ÉTRANGER. — Arrivée à *Athènes* de M. Mar-

hall, qui quitte Paris pour quarante-huit heures, afin d'étudier sur place les rapports sur l'aide américaine à la Grèce.

— Le *Paraguay* reprend ses relations diplomatiques avec l'Espagne.

DIMANCHE 17. — Elections dans toutes les communes de France et les départements d'outre-mer des 100 011 délégués qui, avec les députés et conseillers généraux, doivent désigner, le 7 novembre, les 246 conseillers de la République métropolitains et des départements d'outre-mer.

— Clôture du XXXV° Salon de l'automobile, à Paris.

— Réunion, à Paris, des cinq ministres des Finances de l'Union européenne occidentale pour l'examen des résultats de la coopération économique et financière dans le cadre du traité de Bruxelles.

— Le Comité national de la C. F. T. C. vote une motion d'orientation générale, qui s'oppose à toute unité d'action avec la C. G. T. inféodée au parti communiste.

A L'ÉTRANGER. — On annonce de *Batavia* que le Dr Amir Chariffoudine, ancien premier ministre républicain-socialiste et présumé premier ministre de la République indonésienne communiste, a été assassiné par un de ses partisans.

LUNDI 18. — Reprise du travail dans les mines de fer de Lorraine. Troisième semaine de grève dans les houillères. La C. G. T. donne l'ordre d'interrompre les services de sécurité. Le gouvernement prend des mesures énergiques et envisage la réquisition de ces services. A Saint-Etienne, les grévistes attaquent les C. R. S. qui protégeaient les équipes de sauvetage.

— La France modifie ses taux de change pour les devises non cotées au marché libre. Le cours moyen du dollar passe à 263,50, celui de la livre sterling à 1 061,50, celui du franc belge à 6 francs.

— Le ministère de l'Intérieur publie la statistique officielle sur les élections dans les 90 départements de la métropole, des délégués des Conseils municipaux pour le renouvellement du Conseil de la République, qui ont eu lieu hier :

	Nombre de délégués	Pourcentage
Communistes et apparentés.	10 249	10,3
Socialistes S. F. I. O.......	17 590	17,7
Indépendants de gauche....	9 233	9,3
M. R. P..................	8 980	9
Radicaux-socialistes	12 324	12,4
Indépendants ou paysans...	21 178	21,3
P. R. L..................	3 293	3,3
R. P. F..................	12 998	13,1
Divers	3 203	3,2

450 délégués communaux n'ont pas été désignés, le quorum n'étant pas atteint par les Conseils municipaux qui devaient les élire. Ces assemblées seront convoquées à nouveau à bref délai. Un certain nombre de conseillers généraux ou de conseillers municipaux délégués de droit sont, d'autre part, décédés.

— Un crédit de 8 247 378 dollars est ouvert à la France, par l'administration de l'aide à l'Europe, en vue de l'achat de produits industriels et agricoles aux Philippines et aux Etats-Unis, de lard d'Amérique et de pièces détachées d'avion en Belgique.

A L'ÉTRANGER. — Les gouvernements américain, britannique et français signent l'accord relatif à la fusion du commerce extérieur de la zone française et des zones fusionnées américaine et britannique en *Allemagne*.

— Mort à *Hambourg*, dans un hôpital britannique, du feldmarschall von Brauchitsch, âgé de 67 ans. Commandant en chef de l'armée allemande en 1938, il avait été relevé de son commandement en décembre 1941, au moment de l'assaut contre la Russie, dont il n'était pas partisan. Il devait passer en jugement pour crimes de guerre.

— *Tchang-Tchoung*, capitale de la Mandchourie, tombe aux mains des communistes.

MARDI 19. — Le *Journal Officiel* publie un décret maintenant sous les drapeaux, jusqu'au 20 décembre 1948, la seconde franction de la classe 1947.

— L'assemblée trimestrielle des cardinaux et archevêques de France se tient à l'archevêché de Paris, du 19 au 21 octobre.

— On enregistre, en Algérie, le succès du R. P. F. et des Musulmans indépendants aux élections des délégués des Conseils municipaux pour le renouvellement du Conseil de la République, qui ont eu lieu le 17 octobre.

— La sécurité des mines est partiellement assurée dans le Nord et le Pas-de-Calais. A Saint-Etienne, la police occupe, sans incidents graves, plusieurs puits menacés. 40 pour 100 des mineurs ont repris le travail dans les houillères de Moselle où les services de sécurité sont partout assurés par les ouvriers eux-mêmes.

Le cartel interconfédéral C. F. T. C.-F. O.-C. G. C. élève une protestation indignée contre le « sabotage » cégétiste, que constitue la suspension des règles élémentaires de sécurité dans les usines.

— Retour du général Marshall à Paris.

— Le Conseil municipal de Redon décide à l'unanimité de suspendre pendant une demi-journée toute activité administrative pour protester « contre le retard apporté par le gouvernement à faire paraître le règlement d'application du décret Poinso-Chapuis ».

— Arrivée, à Paris, de M. Hoffman, administrateur de l'aide américaine qui vient conférer avec M. Averel Harriman et les chefs des missions spéciales en Europe du plan Marshall.

— Sur la proposition de M. Paul Hoffman, les gouvernements français et britannique acceptent de suspendre le démantèlement et le transfèrement des usines allemandes.

A L'ÉTRANGER. — S. S. Pie XII reçoit à *Castel-Gandolfo* le général Marshall rentrant à Paris, retour d'Athènes.

— A l'unanimité le Conseil de sécurité ordonne aux Arabes et aux Juifs de *Palestine* d'accepter le « cessez le feu » dans la région du Negheb, où des combats ont éclaté la semaine dernière.

MERCREDI 20. — M. Léon Pignon est nommé haut-commissaire en Indochine, en remplacement de M. Bollaert. Né le 19 avril 1908, à Angoulême, M. Pignon, élève administrateur des services civils de l'Indochine, débuta au Tonkin en 1932. Officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre, prisonnier rapatrié en 1942, il devint secrétaire de la Conférence de Brazzaville en janvier 1944. Il fut ensuite chargé de la direction de l'Indochine au ministère de la France d'outre-mer, puis exerça les fonctions de conseiller politique du commissaire de la République au Tonkin. Il participa comme délégué à la Conférence franco-vietnamienne de Fontainebleau, et occupa peu après le poste de commissaire de la République au Cambodge, de mai 1947 à septembre 1948. Il était depuis directeur adjoint des affaires politiques du ministère de la France d'outre-mer.

— Clôture des états généraux du commerce, ouverts le 18. Une résolution est votée réclamant notamment des économies massives et la réforme de la fiscalité.

— Mort, à Marseille, de M. Abraham Schrameck, ancien ministre de l'Intérieur, ancien sénateur des Bouches-du-Rhône, ancien préfet, âgé de 81 ans. Il avait été interné en 1940 par le gouvernement de Vichy.

— Le Comité de défense des houillères de La Grand'Combe adresse une lettre ouverte au préfet du Gard en faveur de la liberté scolaire pour laquelle ses membres sont décidés « à lutter jusqu'au bout ».

A L'ÉTRANGER. — En *Belgique*, le Sénat repousse, par 83 voix contre 83 — l'égalité des voix étant considérée comme un vote négatif, — le projet de loi prévoyant une consultation populaire au sujet du retour de Léopold III sur le trône.

— Le gouvernement provisoire d'*Israël* accepte l'ordre donné par le Conseil de sécurité de « cesser le feu » dans le Negheb.

— Une rébellion éclate en *Corée* du Sud, où 3 000 soldats coréens attaquent et occupent les postes de police et les édifices publics du port de Yosu.

JEUDI 21. — La grève des mineurs se poursuit, le gouvernement et la C. G. T. restant sur leurs positions. Les incidents se multiplient autour des puits. Bagarres et blessés à Béthunes, à La Grand'-Combe et à Saint-Etienne où huit puits sont noyés. En Lorraine, la reprise s'accentue. Le Comité directeur du parti socialiste publie une vigoureuse protestation contre la suppression par les grévistes du service de sécurité dans les mines.

VENDREDI 22. — La grève des mineurs prend un caractère insurrectionnel. A Firminy, les C. R. S., gravement menacés, doivent faire usage de leurs armes. On compte un mort et une quarantaine de blessés. A Montceau-les-Mines, 80 gendarmes sont désarmés. Un Conseil des ministres extraordinaire prend d'importantes mesures pour assurer l'ordre et la liberté du travail : rappels des hommes de la classe 48 libérés par anticipation, de réservistes du génie et de la gendarmerie ; interdiction de toute réunion, même privée ; expulsion immédiate des manifestants étrangers ; autorisation aux forces d'ordre de faire usage de leurs armes après sommations ; poursuite contre les provocations par voie de presse.

— Grèves partielles des cheminots, à Sète, Alès et Avignon.

— Un communiqué publié à l'issue de la réunion trimestrielle des cardinaux et archevêques de France condamne la haine génératrice de guerre civile et réclame davantage de justice sociale.

A L'ÉTRANGER. — Pour résoudre le problème de *Berlin*, le Conseil de sécurité propose : la levée immédiate du blocus ; un accord monétaire avant le 20 novembre ; la réunion ultérieure du Conseil des « Quatre ». Les Occidentaux acceptent d'ores et déjà.

— Mort, à *Varsovie*, du cardinal Auguste Hlond, archevêque de Gniezno et Varsovie, primat de Pologne, Salésien. Né à Brzeckowice, au diocèse de Katowice, le 5 juillet 1881, prêtre à Cracovie, le 23 septembre 1905, administrateur apostolique de la Haute-Silésie, le 7 novembre 1922, S. Em. le cardinal Hlond fut élu premier évêque de Katowice au Consistoire du 14 décembre 1925. Promu à Gniezno et Poznan, le 24 juin 1926 ; créé cardinal-prêtre le 20 juin 1927, il reçut le titre de Sainte-Marie-de-la-Paix. Tour à tour légat pontifical au Congrès eucharistique national de Ljubljana, en juin 1935, et au Congrès du Christ-Roi à Poznan, en mai 1937, il fut transféré de Poznan à Varsovie au Consistoire du 13 juin 1946. Au cours de la dernière guerre, il avait été arrêté en France par la Gestapo et interné à Bar-le-Duc, puis à Paderborn (Westphalie) où l'avance américaine le libéra en 1945.

— En *Palestine*, le gouvernement d'Israël donne l'ordre de cesser le feu dans le Negheb, et l'Egypte suit son exemple.

— La radio de Moscou annonce que les troupes soviétiques ont commencé l'évacuation de la *Corée* du Nord.

SAMEDI 23. — La C. G. T. ordonne des arrêts limités du travail par solidarité avec les mineurs en grève.

DIMANCHE 24. — En vue de régler le conflit de la grève des mineurs, la C. F. T. C. demande la protection de la liberté du travail et la médiation du Conseil économique. Trois puits sont libérés à Montceau-les-Mines. Le *Journal Officiel* publie un arrêté aux termes duquel sont rappelés sous les drapeaux les militaires des fractions des classes 1947/2 et 1948/1 renvoyés dans leurs foyers récemment.

— L'Assemblée générale des Nations Unies célèbre le troisième anniversaire de la signature de la Charte et la « Journée des Nations Unies ».

— Les municipalités d'Ille-et-Vilaine font à partir d'aujourd'hui une grève administrative d'une semaine pour protester contre l'injustice dont sont victimes les parents qui confient leurs enfants aux écoles libres.

A L'ÉTRANGER. — Mort à Bad-Ischl (*Autriche*) du compositeur Franz Lehar. Il était né en 1870 à Komarom, en Hongrie. Auteur, à ses débuts, de marches militaires, il devait, dans la suite, se faire connaître par des opérettes à succès dont *La veuve joyeuse, Amour tzigane, Le comte de Luxembourg.*

— Aux *Indes françaises*, à l'occasion des élections municipales, 80 pour 100 des suffrages vont aux partis pro-français dans les territoires de Pondichéry, Yanaon et Karikal, tandis que Chandernagor élit des conseillers partisans de l'Union indienne. Des troubles éclatent à Mahé où la consultation électorale est suspendue.

LUNDI 25. — Quatrième semaine de la grève des mineurs. A Saint-Etienne, le maire tente une médiation, tandis que la C. G. T. décide la grève générale. Dans le Nord, les forces de police procèdent aux opérations de dégagement des puits encore occupés par les ouvriers, cependant que les ministres de l'Intérieur et de l'Industrie lancent par radio un appel aux grévistes.

5 déc. 1948. — N° 1031. — Nouvelle série : N° 118

Ce numéro contient :

Le numéro 1030 a été tiré à 15 200 exemplaires.

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris-8[e]. *Le directeur :* R. BERTEAUX.